

## TORNATA DEL 15 DICEMBRE 1855

PRESIDENZA DEL PRESIDENTE CAVALIERE BON-COMPAGNI.

**SOMMARIO.** *Relazione sullo spoglio dell'esercizio delle strade ferrate del 1849 — Seguito della discussione del bilancio passivo del dicastero di grazia e giustizia per l'anno 1856 — Categoria 8 bis Spese d'ufficio dei tribunali di commercio — Ordine del giorno proposto dal deputato De Viry, combattuto dal ministro di grazia e giustizia — Parole del deputato Sineo in difesa della proposta del deputato Mellana fatta nella seduta di ieri — Repliche — Osservazioni del deputato Mellana — Rigetto della proposta del deputato Mellana e della proposta del deputato De Viry modificata dal deputato Arnulfo — Osservazioni del relatore Astengo, del deputato Di Revel e spiegazioni del guardasigilli, e del ministro delle finanze — Approvazione della categoria 8 bis divisa, e delle seguenti 9, 10, 11 e 12 — Avvertenze dei deputati Mellana, Valerio e Della Motta sulla categoria 13 Statistica e spiegazioni del guardasigilli — Approvazione delle categorie 13, 14, 15 e 16 — Proposizioni del deputato Brunet sulla categoria 17, Spese dello stato civile — Opposizioni del guardasigilli, e del deputato Mellana — Approvazione delle categorie 17, 18, 19, 20 e 21 — Presentazione di un'addizione al bilancio della guerra 1856.*

La seduta è aperta alle ore 1 1/2 pomeridiane.

**CAVALLINI**, segretario, dà lettura del processo verbale della tornata precedente, ed espone il seguente sunto di pe-  
tizioni:

5980. I veterinari Massa e Traverso, esercenti in Genova, premesse alcune osservazioni intorno all'esercizio della loro professione, chiedono che la nuova legge sulla tassa professionale, ora in progetto, venga basata con più giusti dati, meno ad essi gravosi.

5981. 95 medici e chirurghi di Genova chiedono che non venga accettata, o che, quanto meno, sia grandemente modificata la tassa sulle professioni che li riguarda, proposta nel nuovo progetto di legge.

**PRESIDENTE.** La Camera essendo in numero, pongo ai voti il processo verbale.

(È approvato.)

### RELAZIONE SUL CONTO AMMINISTRATIVO DELL'AZIENDA DELLE STRADE FERRATE PER L'ESERCIZIO DEL 1849.

**COLLI**, relatore. Ho l'onore di deporre sul banco della Presidenza la relazione sullo spoglio dell'esercizio delle strade ferrate per l'anno 1849. (Vedi vol. *Documenti*, pag. 437.)

**PRESIDENTE.** Sarà stampata e distribuita.

### SEGUITO DELLA DISCUSSIONE DEL BILANCIO PASSIVO DEL DICASTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA PER L'ANNO 1856.

**PRESIDENTE.** L'ordine del giorno reca il seguito della discussione del bilancio passivo del dicastero di grazia e giustizia per l'esercizio 1856.

La Camera era rimasta alla categoria 8 bis. Spese d'ufficio dei tribunali di commercio, proposta dal Ministero in lire 7960. La Commissione proponeva una diminuzione di 660 lire, cioè di ridurre le spese d'ufficio dei tribunali di commercio di Genova e di Nizza, e inoltre la soppressione della spesa per due commissari dei tribunali di commercio di Nizza e di Torino.

Il deputato Mellana chiedeva la cancellazione di tutta la categoria, mettendo queste spese d'ufficio a carico dei segretari.

Il deputato De Viry ha facoltà di parlare.

**DE VIRY.** La question, messieurs, qui a été soulevée dans la séance d'hier par l'honorable Mellana est des plus graves. C'est sur cette question seulement que j'entends de parler. Je laisserais de côté toutes les autres, qui sont d'une moindre importance et qui ont été débattues entre M. le ministre et M. le rapporteur de la Commission.

La question qu'a soulevée l'honorable député Mellana touche à l'incamération des droits que perçoivent aujourd'hui les greffiers des tribunaux et des Cours d'appel; et, comme elle est complexe, je prierai la Chambre de me permettre d'étendre mes observations même à ce qui fait l'objet de la catégorie dixième, quoique maintenant nous ne discutons que l'article huitième.

Il n'y a aucun doute que, si le Ministère, qui a été plus d'une fois sollicité à cet égard, eût déjà présenté une loi relative à l'incamération des droits que perçoivent les greffiers des tribunaux et des Cours d'appel, l'Etat aurait retiré à peu près de quoi faire face à l'organisation judiciaire.

Il ne me serait pas difficile de prouver ce fait par de nombreux exemples: mais, entre autres, je me limiterai à en citer un seul, qui doit être connu de M. le ministre de grâce et justice lui-même.

Dans un des tribunaux de nos Etats, qui n'est certainement pas le tribunal provincial dont la juridiction soit la plus étendue, on a retraité le greffier, ou secrétaire chef,

comme nous l'appelons, et on a donné le greffe à gérer à un employé, en lui fixant un appointement déterminé et avec l'obligation de faire rentrer dans les caisses de l'Etat les droits qu'il percevait.

Eh bien! voulez-vous savoir à combien se sont élevées, pendant les dix premiers mois, les sommes versées dans les caisses du Trésor? A près de 9 à 10 mille francs. Vous voyez donc qu'en incamérant tous les droits que perçoivent les secrétaireries, et en les calculant d'après ce chiffre et proportionnellement au nombre d'affaires qu'elles expédient, il y aura de quoi mettre le Gouvernement à même de procéder dès à présent à l'organisation judiciaire, et de se couvrir des dépenses que cela lui occasionnerait.

Si en effet il arrive au greffe d'un tribunal de moindre importance que tant d'autres du Piémont de verser une telle somme, que ne pourrions-nous pas dire de ceux des tribunaux de Turin et de Gênes, où nous savons que les greffiers perçoivent actuellement jusqu'à 25 et 30 mille francs par an? J'admets qu'ils ont à leur charge les employés et les autres frais, mais dans le même greffe, dont je parlais tout à l'heure, toute défalcation faite des dépenses exigées pour le service du greffe, les recettes se sont encore élevées à la somme de 6 ou 7 mille francs; et, sans crainte de me tromper de beaucoup, je crois, qu'en évaluant à 20 mille francs les bénéfices des greffiers des tribunaux de commerce et provinciaux de ces deux villes, nous restons dans des limites très-restreintes. Or, c'est cet état de choses que je regarde comme intolérable.

Il importe donc qu'on en vienne à une réforme à cet égard, et M. le ministre a reconnu lui-même la nécessité et l'urgence même de cette réforme. Il sait que cette question a été agitée plus d'une fois dans cette enceinte, et moi-même, messieurs, vous vous le rappelez sans doute, je me suis trouvé dans le cas de la soulever lors de la discussion des budgets précédents. J'ajouterai que M. le ministre doit savoir fort bien à quoi s'en tenir sur ce besoin si généralement senti, puisqu'il doivent exister au Ministère les états relatifs aux revenus des différents greffes, qu'on y a envoyés depuis longtemps et même avant que nous eussions la jouissance des libertés constitutionnelles, car déjà alors le Gouvernement avait l'intention de procéder à cette réforme, mais, par des circonstances peut-être indépendantes de sa volonté, il n'a pu mettre à exécution ce projet.

Toutefois les nouveaux relevés qui lui ont été envoyés depuis lors à chaque trimestre doivent l'avoir complètement éclairé sur le véritable état des choses; pourquoi donc hésitera-t-il plus longtemps à présenter une loi qu'on réclame généralement depuis tant d'années?

M. le ministre, reconnaissant cette nécessité, a promis hier, si je ne me trompe, qu'il nous soumettrait au premier jour un projet de loi sur cette matière.

Puisque cette promesse a été faite, et que je ne doute pas qu'elle soit maintenue, je crois que, jusqu'à ce que ce projet de loi ait été présenté, il ne nous convient pas d'abolir d'un trait de plume la somme portée à ce titre dans le budget.

Nous discuterons dans les premiers mois de 1856 la nouvelle loi; nous aurons sous les yeux toutes les données statistiques qui seront jointes à cette loi, nous pourrions alors faire un travail complet, tandis qu'en agissant autrement et comme le voudrait notre collègue Mellana, nous pourrions commettre quelque erreur que nous déplorerions et que nous serions obligés de réparer avant même que l'année soit écoulée.

Je pense que toucher aujourd'hui, et permettez moi de le

dire, un peu légèrement, à la somme de 87,000 francs portée au budget, serait, peut être, léser des droits acquis antérieurement, et pour supprimer lesquels il faudrait, selon moi, une loi spéciale et bien étudiée; ce qui sans doute ne saurait avoir lieu dans la discussion du budget.

Jusqu'à présent, comme le faisait fort bien observer M. le ministre de la justice, les secrétaires ont perçu les revenus des greffes, non-seulement en force d'une loi formelle, mais aussi par l'effet d'une tolérance qui date d'une longue suite d'années. Mais ces revenus ont toujours été perçus avec la charge, par les secrétaires, d'entretenir le greffe et de payer tous les employés secondaires.

Si donc nous enlevions aujourd'hui les droits que perçoivent les greffiers, il faudrait nécessairement que nous fissions un tableau des divers appointements des employés ainsi que du personnel nécessaire pour l'expédition des affaires.

Or je crois que ce travail exige une certaine réflexion, des études que nous ne pouvons pas faire sans avoir toutes les données que le Ministère nous fournira quand il présentera la loi; dès lors je n'hésite pas à vous conseiller de ne rien faire en ce moment, et j'espère que nous n'aurons pas à regretter d'avoir mis un peu de retard, puisque nous ferons de la sorte un travail complet et définitif.

Maintenons donc, pour cette année, la somme proposée; mais, tout en la maintenant, nous devons faire comprendre au Ministère que l'intention de la Chambre est d'avoir promptement le projet de loi relatif à la réorganisation des greffes des tribunaux. Par ces motifs, je suis dans l'intention de présenter à la Chambre un ordre du jour dans lequel on ferait comprendre au Ministère que, si l'on passe aujourd'hui dans le budget la somme qui est demandée pour les frais de bureaux des tribunaux, ce sera pour la dernière fois, et en tant néanmoins que la loi de la réorganisation des greffes n'a pas encore été discutée et votée.

Mon ordre du jour est ainsi conçu :

• La Camera, ritenuta la promessa fatta dall'onorevole ministro di presentare quanto prima una legge sulla riorganizzazione delle segreterie dei tribunali e delle Corti d'appello, e l'incameramento dei loro proventi, passa alla votazione della categoria di cui è questione. •

Je pense que M. le ministre de grâce et justice n'aura aucune difficulté à accepter cette proposition, puisqu'elle rentre tout à fait dans ses intentions, dans celles au moins qu'il a manifestées dans la séance d'hier.

Néanmoins l'adoption de cet ordre du jour est nécessaire, parce qu'il faut mettre un terme à cet état d'incertitude relative aux greffiers des tribunaux, et rassurer les intéressés sur leur sort; et puisque l'on a sollicité depuis nombre d'années cette loi, et que le Ministère en a reconnu lui-même la nécessité, il est à espérer qu'il n'y aura pas d'obstacles qui en retardent plus longtemps la présentation.

J'attends la réponse de M. le ministre, parce que de son acceptation ou de son refus de cet ordre du jour dépendra ma manière de voter sur la proposition de l'honorable député Mellana.

**DEFORESTA**, ministro di grazia e giustizia. Mi è grato che l'onorevole preopinante riconosca egli pure che sarebbe per lo meno intempestiva la proposta dell'onorevole Mellana.

Io non potrei però accettare l'ordine del giorno da lui proposto, e ne addurrò in breve le ragioni.

In primo luogo in questo ordine del giorno si accenna alla sostanza della legge che il Ministero si propone di presentare circa le segreterie dei giudici e dei corpi giudiziari; e ciò non solo sarebbe intempestivo, ma potrebbe creare delle dif-

ficoltà al Ministero nella compilazione del relativo progetto, che è ancora oggetto di studio, mediante gli elementi di fatto che si vanno ancora attualmente raccogliendo.

In secondo luogo, ognuno vede che, approvando questo ordine del giorno, si deciderebbe implicitamente che le spese d'ufficio pei tribunali e Corti debbano essere prelevate sui diritti percepiti dai segretari, la qual cosa io la credo del tutto inammissibile, perchè questi diritti non bastano nemmeno, anche fattane un'equa ripartizione, a remunerare modestamente della loro opera i segretari e gli altri indispensabili impiegati delle segreterie.

Io prego l'onorevole preopinante di persuadersi, che il Ministero si preoccupa della necessità di un provvedimento qualunque per migliorare la sorte dei segretari delle giudicature, e che presenterà la legge subito che avrà raccolti tutti gli elementi necessari, il che, spero, non sarà lontano.

Mentre adunque accetto le osservazioni fatte dall'onorevole De Viry contro la proposta del deputato Mellana, sono in obbligo di respingere il suo ordine del giorno.

**PRESIDENTE.** Domando se l'ordine del giorno proposto dal deputato De Viry sia appoggiato.

(È appoggiato.)

**SINCO.** Mi rincresce di non poter consentire coll'onorevole deputato De Viry, e di non potergli prestare il debole appoggio della mia parola per combattere su questo terreno il sistema del Ministero che si oppone al suo ordine del giorno.

Io credeva, dietro le premesse del suo discorso, che questa volta saremmo stati perfettamente d'accordo; ma la conclusione, a mio avviso, corrispose poco alle premesse. Si è per ciò che, rifiutando il mio voto all'ordine del giorno dell'onorevole De Viry, do il mio appoggio alla proposta Mellana, ed è su questa che intendo parlare.

La proposta Mellana porterebbe realmente un risparmio che si potrebbe dire microscopico a fronte delle gravissime somme che furono votate senza discussione da questa Camera nei passati giorni. Non vorrei che la parola che prendo in questa questione e il silenzio che ho serbato sulle categorie precedenti, sia di questo bilancio, sia di quello dell'interno, potessero far supporre a taluno che io abbia dato il mio voto a queste varie categorie. Se io non parlai, si fu perchè credetti che le mie parole sarebbero riuscite vane. Io ora trovo un risparmio che è giustamente proposto dall'onorevole Mellana, la cui voce so non suonare così ingrata ai signori ministri (*ilarità*) come la mia; quindi, con qualche speranza che possa forse essere anche accettata dal Ministero, o quanto meno, per l'evidente sua giustizia, accolta dalla Camera, io appoggio ed insisto su questa proposizione.

E non solo io credo che ci sarebbe stato molto da dire sulle categorie precedenti, ma credo ancora che la discussione delle categorie avrebbe potuto opportunamente essere preceduta da una discussione generale sull'andamento morale, direi, dei Ministeri, come si praticò in tutti i Parlamenti di cui abbiamo memoria, poichè si fu ed è sempre in occasione dei bilanci che si esamina la gestione economica e la direzione politica dei vari centri d'amministrazione. Se, ripeto, mi sono astenuto di parlare (e qui credo di potere svelare non solo il mio pensiero, ma quello pure di molti miei amici e presenti ed assenti, che, se avessero creduto di recare qualche frutto in tal discussione, non sarebbero mancati, e riempirebbero questi banchi che io vedo con mio rincrescimento così deserti), se, dico, mi sono astenuto di parlare, se non si è fatta questa discussione si fu perchè si credeva infruttuosa; perchè portiamo opinione che ci sia partito preso, che la

maggioranza sia perfettamente d'accordo col Ministero, e che per conseguenza qualunque obiezione sarebbe tornata inutile. Se avessi creduto che la Camera potesse disporsi a richiedere le grandissime riduzioni di cui sono suscettibili e questo bilancio della giustizia e quello dell'interno, certamente le avrei proposte. E così anche se avessi creduto che la Camera fosse per ascoltare con qualche frutto le mie censure intorno all'andamento dei due dicasteri, certamente le avrei fatte, e con tutta l'energia di cui sono capace, specialmente quanto al modo con cui si distribuiscono gli impieghi nella magistratura. Vedo con sommo dolore che nelle nomine della magistratura prevalgono molto più le viste politiche che il merito reale.

Questa è cosa da grandemente lamentarsi; ed è anche assai pernicioso il sopraccaricare immensamente il bilancio delle finanze, dando pensioni di giubilazione ad uomini capacissimi di esercitare ancora il loro impiego, unicamente per far luogo ad una creatura del Ministero.

Se si continua così, si farà perdere agli impiegati ogni senso di attaccamento alla carriera, e di più si aumenterà immensamente il bilancio dello Stato, in tempi in cui, per far fronte ai bisogni dell'erario, conviene procedere con tanto rigore, e talvolta persino con l'apparenza di crudeltà, contro alcuni dei contribuenti.

Vengo ora alla questione speciale sollevata dal deputato Mellana, rinnovando la dichiarazione che, se mi occupo di così meopatica questione, è unicamente perchè credo che in questa posso avere speranza di riuscita.

L'onorevole Mellana ha osservato ottimamente che avvi un fondo il quale è naturalmente destinato a far fronte alle spese d'ufficio, e sono i proventi ragguardevolissimi delle segreterie. Ma il signor ministro gli oppone, come ha opposto anche all'ordine del giorno così mite del deputato De Viry, che si farà una riorganizzazione generale, e allora si provvederà. Ma, Dio buono! se possiamo fare un risparmio immediato, perchè aspettare, e intanto spendere senza necessità il denaro dello Stato? Quando per 17 soldi fate l'esecuzione a un povero contribuente, cimentandolo in modo veramente lacrimevole, perchè vorrete spendere poche, sì, ma pur alcune migliaia di lire, mentre le potete risparmiare? Se con rigore si devono esigere le imposte, con maggior rigore si devono fare tutte le possibili economie: ora, come osservava l'onorevole De Viry, i proventi delle segreterie di tutti i tribunali dello Stato sono senza eccezione ragguardevoli. All'incontro, per singolare anomalia, vi sono le segreterie di mandamento che lasciano letteralmente morir di fame coloro che le esercitano.

In questa disuguaglianza, mentre gli uni dei segretari, che talvolta hanno una lunga carriera, sono lasciati nella miseria, altri invece, che non hanno maggiori meriti, e forse hanno minore anzianità, godono di stipendi che sono il triplo o il quadruplo di quelli delle più alte dignità dello Stato, io domando se sia tollerabile una esenzione da spese d'ufficio, che ridonda tutta a beneficio dei secondi.

È una di quelle anomalie che non sono scusabili il vedere da un lato un impiegato che ha lavorato tutta la sua vita ed è negli stenti, e dall'altro un impiegato favoreggiato, il quale, senza alcuno precedente che giustifichi la sua preferenza, è chiamato a godere 20, 30, 40 mila lire all'anno. Ma perchè dovremo mantenere e fomentare questa anomalia? Il Ministero ci dice che fa studi! Studii pure, ma noi intanto facciamo risparmi.

Nella discussione di ieri l'onorevole guardasigilli ha osservato che si commetterebbe in tal modo un'ingiustizia riguardo

al segretario del tribunale di commercio di Genova, perchè, egli dica, questo segretario è già soggetto ad un canone, e perciò sarebbe soggetto a doppia imposta, qualora avesse di più a suo carico le spese d'ufficio della segreteria. Bisognerebbe vedere se, dedotti questi due carichi, avrebbe ancora una retribuzione proporzionata alla gravità dell'ufficio che adempie. Ma l'esempio del tribunale di Genova non si può applicare al segretario del tribunale di commercio di Torino, il quale ritrae tali proventi, coi quali sicuramente può far fronte, senza incomodarsi, alle spese d'ufficio. Dunque in ogni caso dichiariamo fin d'ora che questo segretario dovrà sottostare alle spese d'ufficio.

Ma io credo che non c'è motivo di fare questa distinzione. Si potrebbe accettare la proposta tal quale l'ha formolata l'onorevole Mellana, salvo poi a provvedere diversamente, se il Ministero troverà che in conseguenza di essa vi sia qualche segretario che non abbia sufficiente stipendio. In questo caso esso domanderà un credito supplementario in addizione alla votazione definitiva sul bilancio, poichè la presente votazione non è che provvisoria, non facendosi che all'ultimo la votazione definitiva: oppure si potrebbe, anche coerentemente alla proposta dell'onorevole Mellana, sospendere la votazione su questa categoria, finchè il Ministero potesse presentare le precise cifre sulle quali la Camera avrebbe a decidere.

Io non credo poi che vi sia a temere qui di ledere diritti acquisiti. Ma come ci possono essere diritti acquisiti? I denari che taluno si è messo in tasca sono essi un diritto acquistato di metterne in borsa degli altri?

Io non domando già che si obblighi veruno dei segretari che hanno percepiti questi esuberanti proventi a rigurgitarli; il diritto acquisito è quanto hanno percepito: ma, dal giorno in cui la legge verrà promulgata, non c'è motivo per cui debbano ancora avere questi profitti, che con una indiscreta ed abnorme misura eccedono la giustizia, eccedono quanto si può largamente meritare l'opera prestata.

Il signor ministro ci disse pure nella seduta di ieri, che i segretari dei tribunali di commercio hanno una grande responsabilità. Io non faccio il torto al signor ministro di credere, che egli supponga che i ministri non abbiano responsabilità.

Io sono persuaso che il signor guardasigilli, di cui conosco l'amore per la giustizia, desidera egli pure che la responsabilità ministeriale sia una cosa seria, una cosa sacra, e non semplicemente una parola scritta nello Statuto, una pomposa espressione che serva di polvere per i gonzi: ma, se deve essere una cosa seria la responsabilità dei ministri, io credo che sia ben più grave che quella di un segretario di un tribunale di commercio.

Se dunque questa responsabilità dei ministri non li autorizza, secondo le leggi che furono votate, ad avere uno stipendio maggiore di quello che sta scritto in bilancio, non vedo perchè un segretario di un tribunale di commercio debba avere uno stipendio duplo o triplo dei maggiori stipendi che si paghino nel regno.

Questa è una cosa veramente scandalosa (*Con forza*), ed io prego la Camera di farla cessare.

**DEFORESTA**, ministro di grazia e giustizia. Domando la parola.

**PRESIDENTE**. Ha la parola.

**DEFORESTA**, ministro di grazia e giustizia. Io non risponderò alle censure che l'onorevole preopinante ha mosse anzitutto contro il Ministero in ordine alla collazione degli impieghi nella magistratura ed alle giubilazioni. Non risponderò perchè la discussione generale è già stata chiusa, ed ora

non si tratta che di votare la categoria sulla quale verte la questione. Non risponderò, inoltre, perchè non credo che nella Camera possano costituzionalmente farsi simili questioni. Respingo però con tutte le forze dell'animo mio le supposizioni fatte dall'onorevole preopinante, e dichiaro altamente che, quando propongo al Re, da cui assolutamente dipende l'esercizio del potere esecutivo, alcuna nomina, non ho in vista che la giustizia ed il bene del servizio.

Venendo ora alla questione di cui si tratta, io non posso a meno di persistere nell'opposizione che ho già fatta alla proposta Mellana. Io già riconobbi che, se per avventura può stare in fatto che alcuni segretari, colla percezione dei diritti loro attribuiti dalla vigente tariffa, siano retribuiti al di là di quanto possa essere ragionevolmente dovuto in compenso delle loro fatiche, mentre altri segretari non ritraggono dal loro ufficio di che campare la vita, è obbligo del Governo di trovar modo a far cessare quello stato di cose; ma da ciò non viene al certo che fin d'ora, senza cognizione di causa, e, per così dire, alla cieca, si possa fare una girata di tutte le spese d'ufficio dei tribunali e delle Corti su quelle tanto magnificate eccedenze.

L'onorevole preopinante non ignora che l'editto organico dei tribunali del 27 settembre 1822, che è ancora in vigore, pone a carico dello Stato le spese d'ufficio di tutti i tribunali e magistrati; e, sino a tanto che questa legge non sia stata abrogata, io non veggio come in occasione della discussione del bilancio si potrebbe stabilire diversamente pei tribunali di commercio.

Ma, lasciando anche questo riflesso, io torno a ripetere ciò che diceva già ieri, cioè che la proposta dell'onorevole deputato Mellana, appoggiata ora dall'onorevole deputato Sineo, si fonda sopra mere supposizioni.

Si dice difatti che in vari tribunali il segretario, colla percezione dei diritti stabiliti dalla vigente tariffa, si trovi più retribuito che i primi funzionari dello Stato.

Ciò sarà vero in alcun tribunale, sebbene io creda che vi sia molta esagerazione; ma è pur certo che ve ne sono molti altri nei quali la cosa è affatto in senso inverso. Anzi io potrei dimostrare qui alla Camera, con cifre che tengo sott'occhio, che, se si tolgono i tribunali di commercio di Torino e di Genova, negli altri, anzichè esservi un eccedente, detratto lo stipendio che converrebbe dare al segretario ed ai sostituiti e le altre spese per scrivani e simili, vi sarebbe deficienza!

Vede dunque la Camera come, allo stato delle cose, la proposta Mellana, oltre all'essere contraria alla legge in vigore, sarebbe mancante di base e d'impossibile applicazione nella maggior parte dei tribunali di cui è questione. Io quindi persisto ad oppormi alla medesima, e spero che la Camera vorrà rigettarla.

**DE VIRY**. L'honorable député Sineo tout à l'heure me faisait le reproche de n'avoir pas été logique dans mon discours, c'est-à-dire que les conséquences que j'en ai tirées ne sont pas conformes aux prémisses que j'émettais. L'honorable député Sineo a raison, je le reconnais moi-même; aussi je tiens à lui expliquer le motif de ma manière de raisonner. Si je n'ai pas entièrement adopté la proposition du député Mellana, c'est parce que je ne veux pas faire une loi aussi légèrement que nous la ferions, en élevant complètement et dès à présent cette somme du budget; ce n'est pas, comme avait l'air de le supposer l'honorable préopinant, pour soutenir la proposition du Ministère, ce qu'il sait fort-bien n'être pas trop dans mes habitudes. Que l'honorable Sineo cependant se rassure, car, si mon discours a péché un peu par le défaut de logique qu'il lui reproche, c'est parce que je voulais éviter

de tomber dans quelque erreur que pourrait entraîner un vote précipité. Mais, puisque je vois que monsieur le ministre ne veut pas accepter mon ordre du jour, je vais devenir tout à fait logique en déclarant que, du moment que ma proposition n'est pas prise en considération, je serai un des plus fermes appuis de la proposition de l'honorable Mellana. J'ai dit que je ne croyais pas que nous puissions faire immédiatement une loi à cet égard, et telle est encore maintenant mon opinion; je dirais qu'après le discours que je viens d'entendre, cette conviction s'est encore plus fortement enracinée, si c'est possible, en moi; oui, je suis convaincu que, si nous voulons faire une bonne loi, il faut nécessairement que le Gouvernement fasse verser dans ses caisses les produits des greffes, et qu'il détermine le nombre d'employés nécessaires pour le service de chacun d'eux, avec le chiffre des appointemens à leur donner. C'est un travail, messieurs, sans le moindre doute, d'une certaine importance; et je crois qu'avant de prendre une détermination relativement à la suppression de cet article du budget, il serait au moins à désirer que le Ministère nous soumit les données statistiques qu'il a.

De plus, comme je suis intimement convaincu que non-seulement, en s'emparant des droits perçus par tous les greffes de l'Etat, il y a bien au de là de 57,000 francs qu'on nous demande aujourd'hui pour faire face aux frais de bureaux, je répète que je préfère voir supprimer dès aujourd'hui cette catégorie du budget, plutôt que de rester encore dans la position dans laquelle je commence à croire que veut nous tenir le Ministère, malgré ses belles promesses.

Si monsieur le ministre avait voulu accepter mon ordre du jour, qui en définitive, quoiqu'il en parle comme d'une proposition intempestive, d'une proposition dans laquelle on établit déjà les bases de la future loi, ne renferme en réalité que le résumé de ses propres paroles d'hier, alors j'aurais pu me rallier à ses vues, car j'avais l'assurance positive que l'année prochaine, lors de l'examen du budget de 1857, nous verrions disparaître cette somme, et que nous aurions de plus l'avantage immense de voir une fois pour toutes tranchées toutes ces difficultés; mais, puisqu'il ne le veut pas, je me vois forcé, malgré moi, dans l'espoir d'obtenir quelque chose, de me jeter dans le camp ennemi, par le motif qu'il importe surtout que le pays ait une loi définitive, radicale, qui coupe court à tout ce qu'il y a de mauvais dans le système que nous avons suivi jusqu'à présent; ce que nous obtiendrons, peut-être, encore mieux en nous montrant plus sévères que je ne voulais que nous le fussions. L'exemple que j'ai cité d'un des greffes des Etats doit prouver combien le Gouvernement aurait à gagner si réellement il incamérait ces droits; cet exemple doit aussi nous pousser à agir le plus promptement possible.

Maintenant quelle difficulté y a-t-il à faire ce qu'on vous propose? Aucune, croyez-le bien. N'avons-nous pas en effet pour nous l'exemple d'un pays voisin, d'un pays où le même système est en vigueur? En France quels sont les droits dont la perception est laissée aux greffiers? Ce sont les droits seulement d'expédition et de copie. Les autres droits rentrent dans les caisses de l'Etat. Et comment croire que, si ce système, en vigueur depuis un demi-siècle, est avantageux en France, il ne puisse l'être chez nous? Je dis de plus, que tous les ministres qui se sont succédés à la tête des affaires, tant sous le Gouvernement absolu que sous le Gouvernement constitutionnel, ont reconnu la nécessité de faire la modification qui vous est proposée; mais ils n'ont pas eu le courage de l'entreprendre, car il eût fallu dans l'exécution toucher à

certaines cordes trop sensibles, ou froisser certains intérêts qu'on voulait, peut-être, ménager.

Mais de telles craintes ne doivent pas nous atteindre.

Quant au droit de l'Etat de faire ces modifications, quant à la nécessité de ne pas les retarder, il n'est venu dans l'idée de personne de le contester.

Je tiens toutefois à rassurer monsieur le ministre, qui oppose de si grandes difficultés à l'acceptation de mon ordre du jour par le seul motif qu'il y voit insérés les mots de *incameramento dei proventi dei tribunali*, je tiens, dis-je, à le rassurer sur mes intentions.

Et puisque ces mots, qui en définitive sont la base de toute ma proposition, ainsi que de la loi qu'on fera, paraissent lui déplaire, je déclare que je n'ai aucune difficulté de les supprimer, tant j'ai l'intime conviction que monsieur le ministre maintiendra complètement ses promesses; tant j'ai la certitude que dans les premiers jours de l'année prochaine nous aurons la loi organique des greffes des tribunaux que nous discuterons d'urgence, et qu'on ne tardera pas de mettre en vigueur.

Monsieur le ministre disait qu'on n'avait pas encore des données assez certaines sur la valeur des droits des greffes des tribunaux, et qu'on était dans le doute relativement à leur suffisance pour faire face aux charges nécessitées par le service.

Ce doute, si monsieur le ministre l'exprime franchement, je suis fâché de lui dire, n'existe dans l'opinion d'aucun de nous. Il n'y a personne, en effet, qui ne soit convaincu que, à part, peut-être, pour quelques petits tribunaux provinciaux, tous les droits perçus réunis ne puissent suffire aux dépenses requises pour les greffes, car les frais de ces quelques tribunaux d'un moindre revenu, seront largement compensés par l'excédant qu'on trouvera dans les greffes des autres, et surtout dans ceux de Turin et de Gènes.

Oui, on trouvera amplement de quoi faire face aux appointemens de tous les emplois.

Ainsi, lorsque l'on dit qu'on est dans le doute sur ce point, et que l'on hésite par conséquent à accepter dès aujourd'hui la proposition de l'honorable Mellana, je dis que ce n'est pas là un motif pour nous de vouloir laisser prolonger l'état de choses actuel si déplorable sous tant de rapports, puisque l'autre jour même on vous disait que, si parmi les greffiers quelques-uns regorgent de richesses, d'autres n'ont pas même assez pour vivre honorablement.

En me résumant, je dis donc que, si monsieur le ministre n'accepte pas ma proposition modifiée, comme je viens de la présenter, c'est-à-dire en y enlevant les mots *incameramento dei proventi dei tribunali*, et en laissant les paroles *quanto prima*, je n'hésiterai plus à voter la proposition de l'honorable Mellana.

La loi sur la réorganisation des secrétaireries, des judiciaires de mandement, des tribunaux et des Cours d'appel est encore bien éloignée d'après ce que nous font présumer les paroles de monsieur le ministre. Or, si la Chambre déclare *che non dissente a che la somma relativa alle spese d'uffizio sia mantenuta nel bilancio di quest'anno*, de cette manière nous ne préjugeons en rien la question, ainsi que le disait monsieur le ministre. Seulement nous aurons gagné de contraindre le ministre à effectuer la présentation de cette loi autant qu'un ordre du jour peut atteindre un tel but. Nous n'aurons pas non plus décidé que, dans le cas où il serait encore indispensable de replacer une somme sur les budgets futurs pour les besoins de ce service, cela ne puisse avoir lieu; seulement nous aurons reconnu que cette somme ne

devra se rapporter qu'aux tribunaux auxquels on ne pourrait pourvoir autrement.

Ainsi cela n'empêchera pas, lorsqu'il présentera lui-même la loi de réorganisation, qu'il ne fasse connaître, en soumettant à la Chambre et à la Commission toutes les données statistiques, dont il doit être nanti, le véritable état des choses, et la Chambre n'est certainement pas assez déraisonnable, s'il y avait quelque chose à maintenir dans la somme portée au budget, pour ne pas le faire lorsque le besoin serait constaté. Mais elle peut avoir avant tout la certitude que sous peu il lui sera présenté un projet de loi pour régler la matière en discussion.

Si l'on n'accepte pas mon ordre du jour comme je viens de l'amender, alors je serai conséquent à moi-même, et je satisfèrai de la sorte l'honorable Sineo en votant la proposition de l'honorable Mellana, parce que non-seulement ma conviction est arrêtée à cet égard, mais aussi, parce qu'en ma qualité de magistrat je n'hésite pas à reconnaître les abus du système suivi actuellement.

Je crois qu'il s'agit de faire une économie de 57 mille francs, avec laquelle nous viendrions au secours des greffiers mandementaux, qui, ainsi que le disait fort bien l'honorable Sineo, sont placés dans les plus fâcheuses conditions depuis le nouveau tarif. Et dirons-nous que cette économie soit à dédaigner? Je ne le pense pas. Par conséquent, si l'on supprime les 57 mille francs alloués pour les frais des secrétaireries des tribunaux de première instance, je voudrais que dès aujourd'hui l'on établisse une catégorie expresse pour les destiner en compensation aux greffiers des juridictions de mandement, afin que dès ce moment le sort de ces employés se trouve amélioré. En faisant cela, croyez-moi, messieurs, nous ferons un grand acte de justice.

**DEFORESTA**, *ministro di grazia e giustizia*. Confesso che non è senza qualche spiacevole sensazione che ho inteso l'onorevole De Viry, dopo avere egli stesso egregiamente concorso col Ministero a dimostrare non essere né conveniente né opportuna la proposta dell'onorevole Mellana, venirmi poi minacciando di votare in conformità della medesima, se io non accettavo l'ordine del giorno da lui proposto. Certamente mi rincrescerebbe vedere l'onorevole De Viry appoggiare col suo voto una proposta da lui prima combattuta; ma, non ostante questo mio rincrescimento, debbo dire che, neppure come fu da lui emendato, il suo ordine del giorno può essere da me accettato; poichè, comunque sia, con questo ordine del giorno la Camera significherebbe, se non direttamente, almeno indirettamente, il pensiero di prelevare le spese d'ufficio dei tribunali di commercio sui diritti dovuti ai segretari, la qual cosa si vorrebbe poi forse estendere anche a tutti gli altri corpi giudiziari.

Io sono convinto che tutti questi diritti messi in massa (non incamerati, lo che non è per ora nel pensiero del Ministero) per farne una conveniente distribuzione, saranno insufficienti per poter retribuire convenientemente tutti i segretari delle Corti d'appello e dei tribunali provinciali ed il gran numero dei segretari dei giudici di mandamento.

Ricordi l'onorevole deputato De Viry che le lagnanze della insufficienza dei proventi delle segreterie per retribuire decentemente i titolari sono generali in tutti i segretari dei mandamenti.

Ora, sia pur vero che in alcune Corti d'appello i diritti che si percepiscono dai segretari eccedano e il compenso loro dovuto e le spese alle quali sono sottoposti; sia pur vero che ciò succeda anche in alcuni tribunali provinciali; ma, per sopperire a quanto manca ai segretari dei giudici di manda-

mento, che sono venti sopra uno, io credo che si avranno difficoltà immense: e si è appunto per queste difficoltà che il Ministero va a rilento nel presentare il progetto di legge che si desidera e che egli va meditando. Il Ministero, a misura che va raccogliendo i dati statistici, scorge sempre maggiori difficoltà, e forse non potrà riuscire a raggiungere lo scopo che si propone, fuorchè con la combinazione dei due sistemi: l'equa ripartizione dei diritti attuali e l'aumento di alcuni di essi.

L'onorevole deputato De Viry diceva che tutti i ministri hanno sempre promesso di presentare una legge che migliorasse la condizione dei segretari dei giudici e corpi giudiziari; che tutti i ministri hanno riconosciuto che eravi qualche cosa di urgente da fare, ma che si è sempre andato innanzi senza far nulla. Ed aggiungeva, certamente senza offensiva allusione, che, forse motivi di considerazioni personali avevano sempre allontanati i ministri dall'eseguire le loro promesse. L'onorevole deputato De Viry non era forse ancora alla Camera, quando il Ministero presentava nel 1851 il primo progetto sull'organizzazione giudiziaria. Se vi fosse stato, egli ricorderebbero che in quel primo progetto il Ministero proponeva appunto che si attribuissero al Governo tutti i diritti dei segretari, e che i segretari e sotto-segretari fossero stipendiati. E sa l'onorevole preopinante per qual motivo nei progetti successivi non si è più ripetuta la stessa proposta? Non si è più ripetuta, perchè la Camera negli uffici, quasi all'unanimità le faceva poco favorevole accoglienza, spaventata dalle conseguenze che la medesima avrebbe potuto avere per le finanze dello Stato. La Camera pensava che si trattava di aggiungere a carico delle finanze dello Stato più di mezzo milione, e di caricarlo inoltre delle molte giubilazioni per le quali si temeva che le domande venissero tosto in gran copia; e si dubitava ancora da molti se quando i diritti di segreteria sarebbero percepiti per conto delle finanze dello Stato, produrrebbero ancora ciò che ora producono ai segretari. Io non credo che queste esitazioni sieno svanite nella Camera, ed è perciò che i progetti dell'organizzazione giudiziaria che si sono presentati d'allora in poi, hanno sempre lasciato da parte la questione riflettente lo stipendio dei segretari. Si è per lo stesso motivo che per ora si cercherà di presentare un progetto intorno a questo arduo e difficile argomento che non abbia a dipendere dalle finanze dello Stato, che non venga ad addossarle un nuovo rilevante carico, allorchando tutti vorremmo trovar modo ad alleggerirle.

Io mi lusingo che questi riflessi persuaderanno il deputato De Viry come sarebbe meno opportuno, nello stato attuale delle cose, impegnarsi a presentare un progetto radicale su questa materia, vale a dire d'incameramento dei diritti e di stabilimento di stipendio fisso a tutti i segretari, e che perciò non gli tornerà troppo rincrescevole se io persisto a respingere il suo ordine del giorno.

**PRESIDENTE**. La parola spetta al deputato Sineo; lo prego di limitarsi alla categoria.

**SINEO**. Mi restringerò sicuramente a questa categoria. Ma, come fatto personale, la Camera mi permetterà di occuparla per brevi momenti onde giustificare le mie parole.

Il modo energico con cui il signor ministro ha creduto di dover respingere le mie frasi, la negativa assoluta che egli ha dato a ciò che io allegavo, mi pone in obbligo di dire qualche parola a mia giustificazione.

Io non abuserò dei momenti della Camera, e tanto meno creda che io voglia entrare in disquisizioni che possano avere un carattere troppo personale. Io mi contento di addurre un esempio che a miei occhi è geometrico.

In Torino avevamo due membri della magistratura stimatissimi, e riveritissimi; da tutti si desiderava che entrambi fossero mantenuti nelle cariche che rispettivamente occupavano. Quantunque essi appartenessero per nascita e per origine a provincie più o meno lontane, erano stati rivestiti dell'onorevole mandato di questi nostri concittadini. Erano inoltre senatori entrambi. Giovava dunque che rimanessero tutti e due in questa città, non solo come ufficiali distintissimi dell'ordine giudiziale, ma anche come consiglieri municipali e come membri del Parlamento.

Entrambi tuttavia potevano essere promossi nella loro carriera; uno di essi era membro della Corte di cassazione; l'altro era presidente di una classe della Corte d'Appello. Il consigliere di cassazione primeggiava per altezza di grado, secondo le regole della gerarchia dell'ordine giudiziale.

Non v'ha molto tempo che rendevasi vacante fuori di Torino la prima presidenza di una Corte d'appello, e non andava guari che la stessa carica rendevasi vacante nuovamente.

A questa carica eminente sono gradatamente chiamati, secondo la consuetudine e lo spirito della legge, prima i membri della Corte di cassazione; in seconda linea i presidenti delle sezioni delle Corti d'appello.

Nella prima tra le mentovate vacanze, il Ministero procedendo con ordine inverso, omette il membro della Corte di cassazione, e nomina il presidente di sezione della Corte d'appello.

La seconda volta, lo stesso consigliere che erasi ommesso per anteporgli un personaggio meno anziano, venne a suo turno prescelto e nominato a quella carica. Ora, naturalmente l'uomo invecchiando, passando un anno e più, non aveva certo potuto conseguire maggiore idoneità; perchè dunque gli si preferiva una volta un membro meno anziano nella magistratura, e l'altra volta si sollecitava la sua accettazione a questa carica?

Signori, il pubblico ha spiegato questo fenomeno. La sezione della Corte d'appello, alla quale presiedeva il personaggio cui io accennava, aveva date varie sentenze che gradivano poco al Ministero. (*Mormorio*)

**PRESIDENTE.** Faccio osservare al deputato Sineo che non si può entrare in questa discussione...

**SINEO.** Ho terminato. (*Viva ilarità*)

La sezione della Corte d'appello, alla quale presiedeva il personaggio cui io accennava, aveva date varie sentenze che gradivano poco al Ministero; epperò doveva il Governo aver caso di allontanare quel personaggio. In questo intervallo accadde che il membro della Corte di cassazione si rese incomodo al Governo. Nella qualità di senatore commise l'enorme fallo di assumere sinceramente la difesa di un celebre progetto di legge; progetto che il Ministero proponeva, e non voleva che si accettasse! (*Ilarità*)

Ecco perchè, senza addurre altri esempi che potrebbero, per avventura, dar luogo a più complicate discussioni, io mantengo fermamente la mia opinione, cioè che nella distribuzione delle alte cariche della magistratura si ha sempre il pensiero rivolto alle viste politiche del Ministero, e non al vero interesse della giustizia.

Vengo ora alla questione attuale, e dichiaro che le cortesie parole colle quali l'onorevole De Viry conchiuse il suo discorso mi trattengono naturalmente dall'impugnare il suo ordine del giorno. Anzi pel modo appunto con cui fu interpretato dal signor ministro quell'ordine del giorno, dichiaro che lo voterò anch'io. Sarà uno dei mille ordini del giorno votati, e si vedrà quali ne saranno le conseguenze.

Ma ciò non mi dispensa dall'insistere sulla proposta del de-

putato Mellana, ed in brevi parole risponderò alle nuove obiezioni del signor ministro.

Il signor ministro oppone una specie di questione pregiudiziale per ragioni costituzionali. Egli dice che nel bilancio non si può derogare alle leggi vigenti, che c'è un editto organico del 1822, il quale mette a carico dello Stato le spese di cui si tratta, e che perciò noi siamo obbligati ad ammetterle nel bilancio.

Ma se noi dobbiamo uniformare il nostro bilancio a tutte le decisioni datesi sotto il Governo assoluto, io credo che sareste bene imbarazzati a difendere parecchie delle categorie già votate.

Ma supponiamo anche che si trattasse di una legge recente, e non è forse il bilancio una legge come tutte le altre? Se dunque con questo bilancio noi facciamo qualche modificazione anche ad una legge organica, io non ci trovo nessun inconveniente, dacchè è canone di diritto pubblico e privato, che la legge posteriore deroga all'anteriore. Del resto se non si vuole derogare a quell'editto, si sospenda la votazione di questa categoria, sinchè siasi fatta una legge in proposito. Ma dovremo noi, per non derogare ad una legge nell'atto della votazione del bilancio, imporre effetti ingiusti produttivi di una dispersione scandalosa del denaro pubblico? Si faccia adunque subito una legge, ed intanto si respinga una categoria che non è difendibile, che il signor ministro non può difendere.

Egli dice che chi difende la tesi dell'onorevole Mellana, si fonda su mere supposizioni. Ma, come può il signor ministro ignorare ciò che tutti sanno? Io chiedo se avvi un membro di questa Camera che appartenga anche indirettamente al foro, il quale non sappia quali sono i guadagni immensi che si fanno da certi segretari di tribunali. È cosa così notoria, che non può essere da nessuno ignorata. Si dice: ma vi sono spese che non potete calcolare. Ebbene, anche calcolando queste spese al massimo che possano ascendere, si sa che c'è ancora un profitto immenso sproporzionato coll'opera che debbono prestare questi ufficiali, immensamente sproporzionato colle retribuzioni che si danno ai più alti impiegati dello Stato, a coloro che occupano cariche, le quali richiedono molto maggior perspicacia, maggiore ingegno, e responsabilità di gran lunga maggiore.

Ora, dico, trattandosi di un fatto notorio, di cui non si può dubitare, non pare che il signor ministro possa venire allegando che si adducono semplici supposizioni.

Io non farò che chiamare l'attenzione della Camera sopra l'attualità della circostanza, onde possa ricavarsene la conseguenza che naturalmente ne deriva. In questo momento è deplorabile la condizione dei segretari di mandamento, siamo tutti d'accordo, ed è scandalosamente avvantaggiata la condizione di alcuni segretari dei tribunali superiori.

Ma per avere il mezzo una volta, nel tempo avvenire, di provvedere ai segretari di mandamento, il signor guardasigilli che cosa ci propone? Di mantenere questo scandalo di vantaggi straordinariamente grandi dati ad alcuni individui. Ma perchè vuol difendere questa tesi? Facciamo giustizia là ove si deve fare. Se il danaro pubblico è portato in quantità indiscreta in certe borse, impediamolo, e quindi provvediamo alla sorte di coloro che abbisognano, e tutti siamo disposti a farlo.

Invano quindi si viene adducendo la sorte dei segretari di mandamenti. Noi siamo tutti d'accordo, e appoggeremo al Ministero quando ci verrà a proporre il modo di soddisfare ai bisogni di questi segretari. Ma intanto qui si tratta di una entrata che può essere rivolta a beneficio dello Stato; il quale non debbe esserne frustrato per semplici ragioni dilatorie.

**MELLANA.** L'onorevole deputato Sineo nel suo primo discorso in appoggio della mia proposta, esordiva dicendo: che egli nel bilancio dell'interno ed in questo, non aveva proposto gravi ed importanti economie, che invece era sorto a difesa della proposizione omeopatica da me fatta per ciò solo che la mia voce essendo più simpatica della sua ai signori ministri portava fidanza sarebbe stata accolta.

Anzitutto mi permetta l'onorevole Sineo che io altamente mi meravigli come un deputato così francamente liberale quale egli è, misuri le proposte che crede debito dell'ufficio suo di fare dalle simpatie od antipatie dei signori ministri. Per mio conto solo dalla mia coscienza del bene del paese prendo norma alla mia condotta quale deputato; nè mi preoccupa quando faccio o sostengo delle altrui proposte, se simpatica od antipatica possa suonare ad altri la mia voce.

Mi affretto però a dichiarare che mi onoro e mi compiaccio (purchè sia senza scapito della mia dignità, della mia indipendenza e della causa che propugno) di ottenere le altrui simpatie, anche quella de' miei avversari politici. L'onorevole Sineo che tenne i sigilli dello Stato sa poi come io sappia combattere anche i miei amici, e che si può compiere al proprio debito, quando abbisogna di osteggiare un Ministero, senza che per ciò fare occorra di rendersi antipatici. Dovendo cercare il bene del paese, è meglio essere simpatici a coloro che intendiamo convincere e condurre nella nostra sentenza.

Quanto all'epiteto di *omeopatica* dato dall'onorevole Sineo alla mia proposta, mi permetta di osservargli che forse col suo pensiero non ha abbracciate tutte le conseguenze della medesima. Oltre all'economia di lire 7 mila racchiude la certezza della riforma con così calde parole invocata dall'onorevole Sineo e la cessazione di un abuso tanto da lui stesso stigmatizzato. Sa l'onorevole Sineo come la mia voce non venne mai meno nell'appoggio di giuste e radicali riforme. Ma in sette anni di vita parlamentare ho appreso come in mancanza del molto non si deve sfuggire il poco, e come per tal modo abbiamo potuto ogni anno registrare qualche economia e qualche riforma nella votazione dei bilanci. Chiuderò questa breve digressione alla quale fui tratto dall'onorevole Sineo, osservandogli che anche la scienza dell'omeopatia può concorrere al bene della umanità quando sia ben diretta e che non la si voglia adoperare esclusivamente per tutti ed in tutte le circostanze. (*Ilarità generale*)

La Camera è già abbastanza edotta sulla questione, perciò mi restringerò a tre sole osservazioni dell'onorevole guardasigilli che possono aver fatta alcuna impressione.

La prima si è che, essendovi una pianta regolatrice, noi non possiamo, senza una legge, e per incidenza, derogare al decreto il quale stabilisce che i segretari siano i padroni dei proventi dalla tariffa per essi stabiliti.

La seconda è che, adottandosi la mia proposta, si pregiudica l'ordinamento che esso intende presentare in merito ai segretari, inquantochè si verrebbe *a priori* a decidere che le spese d'ufficio sarebbero sopportate in avvenire dai segretari anzichè dalle finanze, ed esso soggiunge che, per quanto siano grandi i proventi dei segretari maggiori, questi non saranno mai sufficienti per sopperire ai bisogni dei segretari inferiori.

Io principierò ad osservare su quest'ultima questione, che la legge che verrà presentata non avrà la sua applicazione nel 1856... (*Oh! oh! Sì! sì!*)

Hanno un bel esprimere questo giusto desiderio che io registro nella mia memoria per ricordarlo alla Camera quando vedrà che, avvicinandosi al fine della Sessione, non sarà ancora stato realizzato.

D'altronde, io dico, che quand'anche questa legge si potesse porre in esecuzione nel 1856, ciò non impedirebbe che con un credito supplementare si facesse fronte alle spese di ufficio, quando così fosse stabilito nella legge stessa. Ma se la legge non potesse andare in esecuzione nel 1856, io faccio osservare che alcuni segretari avrebbero in quell'anno questi guadagni straordinari mentre altri giacerebbero nella miseria.

Chi vi assicura, o signori, che fra qualche mese non vi giunga qualche petizione di questi segretari gettati nella miseria?

Se ciò avvenisse, io credo che per debito di umanità e di giustizia la Camera vi farebbe fronte, e vi farebbe fronte imponendo forse un carico all'erario, perchè non avrebbe avuta la previdenza di fare questa giustizia con un'economia a carico di altri segretari a cui avrebbe troppo concesso.

Nè vale quanto diceva l'onorevole ministro e ieri e quest'oggi, che vi è questo reale decreto. Mi rincresce di non aver presente la data della seduta, nella quale lo stesso Ministero, per bocca del suo presidente l'onorevole conte di Cavour, mentre si discuteva appunto sullo stipendio stabilito da alcune piante, costituzionalmente rispondeva: noi faremo la prova; lo stabilire questa pianta non vuol dire che la legge annuale dei bilanci non sia supremo giudice, ed in tal caso la Camera, ove riconosca aver errato, potrà emendare il mal fatto. Sarebbe ridurre a ben umile condizione l'alta supremazia dei rappresentanti della nazione in merito di finanze se le antecedenti leggi fossero d'ostacolo all'epoca della votazione dei bilanci: allora si dovrebbero presentare solo quelle categorie su cui non avvi una pianta od un decreto che le regoli; ma esso si presenta intiero appunto perchè su tutto la Camera può annualmente portare le sue osservazioni e fare le variazioni che crede; quindi quella pianta di cui parla il signor ministro, può servire per appoggiare la giustizia della sua proposta, non per ritenere la Camera dal portare una riforma a questo riguardo nell'esercizio del bilancio 1856 quando la Camera creda che sia richiesta dalla giustizia.

Io quindi insisto perchè la Camera voglia effettuare per il corrente anno questa economia colla persuasione, che ho certissima, che quest'economia varrà un giorno a tergere delle lagrime e sanare dei dolori.

**PRESIDENTE.** La parola spetta al deputato De Viry.

**SINEO.** Domando la parola per un fatto personale.

**PRESIDENTE.** Ha la parola.

**SINEO.** Mi rincresce che le mie parole abbiano prodotto un senso spiacevole all'onorevole deputato Mellana; ma egli non le ha interpretate giustamente. Io non ho inteso di recargli biasimo, ho citati semplici fatti.

Io sono ben lontano dal biasimare le simpatie di cui egli gode. Abbia pure le simpatie dei signori ministri: io non gliene invidio, nè le biasimo. Ma quando qualche proposta può avere l'appoggio dell'onorevole Mellana, io amo a lusingarmi che sia facile di conseguire il fine cui essa è diretta.

L'onorevole Mellana mi ha rimproverato perchè informo, dice egli, le mie deliberazioni alla coscienza dei ministri.

Io non sono certamente disposto a modificare la mia opinione secondo quella dei signori ministri: ma non sono in obbligo di perdere il mio tempo nel dare inutili consigli.

**DE VIRY.** Je suis fâché d'occuper encore la Chambre de cette question; mais je tiens à répondre à la dernière observation qui a été présentée par M. le ministre.

Comme je vois que le Ministère est si craintif à accepter un ordre du jour, où je n'ai fait autre chose que prendre acte de la promesse qu'il nous a fait hier, et dans lequel je me suis

fait un devoir de supprimer tous les mots qui pouvaient avoir une apparence quelconque de le lier pour l'avenir, je dois faire connaître à la Chambre le motif qui m'oblige à insister dans cette proposition : et c'est précisément à cause de ce qui est arrivé en 1851 lors de la présentation du projet de loi auquel faisait tout à l'heure allusion M. le ministre.

Messieurs : si en 1851 les bureaux de la Chambre n'ont pas voulu prendre en considération la proposition relative à l'organisation des greffes et à l'incamération des droits que perçoivent les greffiers, savez-vous pourquoi cela a eu lieu ? C'est parce qu'alors on n'avait pas encore présenté le nouveau tarif judiciaire, que le Code de procédure civile n'était pas encore promulgué, et qu'on ne pouvait par conséquent rien statuer de définitif sur le sort des greffiers dans l'ignorance où l'on était de ce que les greffes pouvaient rapporter. Mais aujourd'hui les choses ont bien changé et c'est précisément parce que le nouveau tarif a été fixé définitivement le sort des greffiers, que nous pouvons maintenant prendre aussi à leur égard une décision définitive. Ainsi le motif pour lequel les bureaux ont été à l'unanimité d'avis en 1851 qu'il n'était pas le cas de s'occuper alors de cette question importante, n'existe plus maintenant.

A présent que nous avons le tarif, à présent que nous savons positivement que les greffiers des juridictions mandementales n'ont pas de quoi vivre, que des secrétaires de tribunaux ont des traitements qui excèdent les appointements des premiers présidents (*Movimenti*), hésiterons-nous dès lors à sanctionner par notre vote une loi dont nous proclamons tous la nécessité ? Quand nous savons cela... (*Interruzioni*)

Oui, messieurs, sans le moindre doute, il y en a qui perçoivent de 20 à 30,000 francs par an, et ceux qui m'interrompent prouvent qu'ils ne sont nullement au courant des faits.

*Una voce.* 40,000 francs même.

**DE VIRY.** Je dis donc que quand nous savons qu'ils ont des appointements aussi exorbitants, nous ne pouvons hésiter à pourvoir afin de réduire dans de justes limites ce qu'ils ont retenu jusqu'à ce jour. Oui, si nous n'avons rien fait en 1851, c'est que nous ne pouvions à cette époque rien faire. Et M. le ministre de la justice, qui a voulu s'assurer du vote de la Chambre en s'appuyant sur un argument qui lui paraissait de prime abord si convaincant, doit se persuader maintenant qu'il n'a pas été très-heureux en invoquant une raison dont il connaissait sans doute d'avance toute la futilité, et dont la réfutation était si facile.

Je n'ai nullement parlé du tribunal de Chambéry, ainsi que paraît le croire M. le ministre ; j'ai fait allusion à un tribunal que M. le ministre connaît aussi bien que moi, je veux dire au tribunal de Nice.

Le secrétaire nommé pour gérer ce greffe a versé une somme de 10 à 12 mille francs, si ce n'est davantage ; et, déduction faite des frais payés et qui se seront élevés de 5 à 6 mille francs, vous voyez qu'il reste un excédant de moitié, ce qui sans doute est déjà beaucoup pour un greffe, qui auparavant ne rapportait rien au Gouvernement, qui même suffisait, disait-on, à peine pour subvenir à ses propres besoins.

D'après ce résultat si facilement obtenu, jugez maintenant de ce qu'il arrivera à Turin et à Gènes lorsque le Gouvernement percevra lui-même tous les droits. Avouons donc qu'il y a sur ce point beaucoup à faire. C'est pour ce motif que j'ai voulu prendre acte des promesses du Ministère afin d'obtenir si non tout ce que nous désirons, au moins quelque chose qui promette pour ce qu'on fera plus tard, et qui soit pour les

employés subalternes si mal rétribués, non plus une espérance lointaine, mais une réalité. En proposant mon ordre du jour, j'ai eu en même temps présent à l'esprit l'intérêt des contribuables ; car il s'agit de faire des économies qui sont impérieusement exigées par les circonstances du pays ; et nous ne saurions mieux les faire qu'en adoptant une mesure qui fera disparaître du budget une assez forte somme sans soulever aucune réclamation.

Je ne saurais trop le répéter, je ne fais que prendre simplement acte de la promesse qui nous a été faite hier par le Ministère, et cela afin que nous ayons dans la Session actuelle une loi relative à la réorganisation complète des greffes de tous les tribunaux indistinctement.

Je donne lecture de mon ordre du jour tel quel je viens de le modifier :

« La Camera, ritenuta la promessa fatta dal signor ministro di presentare, nel corso di questa Sessione, una legge sulla riorganizzazione delle segreterie delle Corti d'appello e dei tribunali provinciali, passa alla votazione della categoria di cui è questione. »

Je pense qu'ainsi conçu il sera accepté par le ministre. Dans le cas contraire je déclare formellement que si au mois de mars ou d'avril prochain, lorsqu'on nous présentera le budget, je vois figurer cette somme, je serai le premier à demander qu'elle soit rayée. En l'état cependant je n'hésite pas à dire que c'est à regret que je me vois forcé d'adopter dans cette votation un parti que je pensais plus prudent d'éviter, parce que à cause des grandes difficultés qu'il y aura pour réorganiser convenablement les greffes, je n'aurais pas voulu d'un seul trait de plume supprimer immédiatement toutes les sommes qui sont portées dans cette catégorie du budget pour les frais de bureaux. Mieux renseignés nous aurions fait un meilleur travail, et surtout un travail durable. Mais puisque le Ministère m'oblige à embrasser ce parti, je n'hésite pas à le faire avec la conviction d'agir de cette manière dans l'intérêt du pays encore plus qu'en restant plus longtemps dans cette voie de doutes et de tâtonnements, où l'on veut nous maintenir.

**DEFORESTA, ministro di grazia e giustizia.** In massima io non ho veruna difficoltà che si prenda atto delle promesse che ho fatto alla Camera.

Debbo però osservare all'onorevole preopinante che io non potrei accettare nemmeno quest'ordine del giorno, perché egli parla di riorganizzazione delle segreterie, ed io dichiaro che non è questione di questo, solo trattandosi di trovar modo che alcuni segretari non siano retribuiti al di là ed altri meno di ciò che possa essere loro ragionevolmente dovuto.

E, posto che ho la parola, affinché l'onorevole preopinante vegga come sarebbe pericoloso il fare delle leggi e votare ordini del giorno sopra semplici supposizioni, prego la Camera di permettermi di darle notizia dei proventi della segreteria del tribunale provinciale di Nizza, cui accennava l'onorevole preopinante.

Appunto per la imminenza della presentazione della legge di cui abbiamo finora parlato, questa segreteria è esercitata, come varie altre, ad economia, per mezzo di un segretario reggente, persona abile, solerte e di somma delicatezza. Ebbene, io ho qui la nota delle somme percepite nell'anno fino a questo mese e delle spese fattesi, e da questa nota mi risulta che vi fu un'entrata di lire 13,673 10, dalla quale, dedotte le spese, sono rimaste di profitto lire 5336 50.

Rifletta l'onorevole De Viry quanti tribunali vi saranno nella condizione vantaggiosa nella quale egli diceva essere il tribunale provinciale di Nizza, e vegga se con simili eccedenze

eravi probabilità di poter sopperire a quanto manca alle segreterie di tutti i giudici di mandamento; e vegga la Camera se sarebbe il caso di mettere ancora a carico dei segretari le spese d'ufficio.

**DE VIRY.** Je ferai observer à M. le ministre de la justice, que nous ne connaissons pas si les besoins du service exigent le nombre des commis expéditionnaires qu'il y a dans chaque greffe. Je crois qu'en cela aussi il y a des économies à faire. C'est pourquoi je persiste à maintenir mon ordre du jour tel que je l'ai modifié. Lorsque je l'ai présenté, je n'ai pas seulement voulu faire allusion aux droits perçus, mais encore au personnel de chaque greffe, car le but de la nouvelle loi doit être de mettre aussi en rapport le nombre des employés avec les besoins du service, et non sans doute d'en augmenter le nombre.

Or, quand j'ai cité le tribunal de Nice, je vois que je n'ai pas eu tous les torts de le faire, puisque les chiffres m'ont donné raison sous quelques légères différences; n'ayant pas les états sous les yeux, je n'ai pu donner ces chiffres arithmétiquement exacts, ce qui au reste importe peu; car le but de cette discussion n'était pas d'établir un chiffre, mais la nécessité d'une loi constatée par les faits, et ces faits, messieurs, parlent en faveur de ma proposition.

Il y a donc besoin urgent d'une loi qui pourvoie à un service indispensable, mais aussi qui n'expose pas le Gouvernement à une perte en l'obligeant à venir trop largement au secours des greffiers. Il faut pour obvier à cet inconvénient intéresser ces mêmes employés à faire tous leurs efforts pour augmenter et activer les rentrées des frais dus au trésor. Or je crois que le meilleur moyen d'atteindre ce résultat, c'est de les intéresser eux-mêmes à la perception des droits, en leur assignant un tant pour cent sur les sommes qu'il recouvreront. Alors nous verrons s'augmenter de beaucoup les droits qui sont dus aujourd'hui et dont une grande partie se perd par la négligence de ceux qui doivent les percevoir, c'est au reste là un système qu'il importe d'étudier; ce que nous ferons sans doute lorsqu'on nous aura soumis la loi.

Je laisse donc de côté toute discussion de chiffre; ce n'est nullement le cas de s'en préoccuper. Nous devons être guidés par un intérêt plus puissant, et ne pas descendre dans ces détails. Y a-t-il avantage d'incamérer pour ensuite mieux répartir les droits laissés aujourd'hui aux greffiers? C'est ce que nous admettons tous, hâtons-nous dès lors de faire une loi qui mette fin à l'état de choses actuel.

C'est pourquoi je prie la Chambre d'adopter mon ordre du jour pour la réorganisation de ce service; ce sera au moins donner une certitude à de pauvres employés en faveur desquels nous parlons souvent mais pour lesquels nous faisons fort peu; que bientôt enfin nous penserons à améliorer leur position, et c'est sous ce rapport que je suis fâché de voir le Ministère rester inébranlable dans sa décision première de ne rien vouloir nous promettre de positif, car je pensais qu'il aurait volontiers saisi cette occasion pour rassurer ces mêmes employés sur leur sort futur.

**ARNULFO.** Io proporrei un emendamento all'ordine del giorno dell'onorevole De Viry. Io direi invece di *riordinamento delle segreterie*, di cui nell'ordine del giorno, le seguenti: *un più equo riparto dei proventi delle segreterie*.

Mi pare che il Ministero in sostanza abbia detto, *bisogna prendere sui maggiori proventi di alcune segreterie per dare ai segretari che hanno bisogno*. Ora col mio emendamento si accenna lo scopo del Ministero; e tanto più mi pare sia per esso accettabile, perchè per stabilire un più equo riparto è necessario di fare un computo fra le spese ed i proventi, e

nel calcolare le spese si avrà sicuramente riguardo a quel numero di impiegati giustamente necessario. Mi pare che l'emendamento si soddisfa egualmente a quanto si propone l'onorevole deputato De Viry.

**DEFORESTA,** ministro di grazia e giustizia. Domando la parola.

Io riconosco che la redazione proposta dall'onorevole Arnulfo è più accettabile di quella formolata dall'onorevole De Viry; ma nondimeno io non posso darvi la mia adesione perchè, accettando l'ordine del giorno in questi termini, resterei vincolato circa la natura e le basi dei provvedimenti che saranno il soggetto della legge che dovrò presentare. Se si vuole prendere atto della promessa di presentare la legge, io non mi vi oppongo; ma non posso aderire che si indichi la natura dei provvedimenti che ne saranno il soggetto, perchè sebbene io abbia già le mie idee concretate intorno alla stessa, potrei trovarmi obbligato a modificarle al seguito degli elementi di fatto che si stanno tuttora raccogliendo.

**ARNULFO.** Domando la parola.

Io prego l'onorevole ministro di ritenere che non è mio scopo di vincolare il Governo sul modo col quale debba ottenere il più equo riparto: non è questo lo scopo del mio emendamento, ma quello soltanto di spiegare che i segretari ora malamente retribuiti siano convenientemente compensati delle loro fatiche. Evidentemente poi il Ministero ciò farà nel modo che crederà più conveniente.

Nella mia proposta non si fa che spiegare questa idea del Ministero; il modo poi con cui si raggiungerà lo scopo non è nell'ordine del giorno determinato. Si indica l'oggetto e non il modo, e si indica un oggetto nel quale e Camera e Ministero concordano, lasciando poi a questo la facoltà di scegliere quel mezzo che crede più opportuno.

Del resto, quand'anche la Camera con un ordine del giorno vincolasse (ciò che non si fa in questo caso) sino a un certo punto indirettamente il Ministero, venendo poi questo alla Camera a dimostrare con dati che il solo Ministero può avere, che non è eseguibile il mezzo dalla Camera proposto, non vi sarebbe contraddizione tra le deliberazioni della Camera d'oggi a quelle che sarebbe per prendere in vista delle circostanze che potrebbero esserle dal Ministero esposte. Ma, ripeto, il significato delle parole da me proposte concorda colla lodevole volontà che ha il ministro, e dirò la necessità che vi ha di migliorare la condizione di quei poveri segretari dei giudici di mandamento, per i quali, allorchè si trattò della tariffa, ebbi a prevedere che sarebbe loro mancato di che vivere, e come suol dirsi sarebbero morti di fame. Questo ho allora detto e rappresentato onde meglio si provvedesse, ma non si è voluto credere; attualmente però il fatto ha comprovato la verità de'miei detti, delle mie previsioni, e mi duole non siasi a tempo provveduto.

Io ripeto per conseguenza che si deve votare l'ordine del giorno da me emendato, perchè non propongo l'emendamento nel senso che abbia un significato più largo di quello che suonino le parole, ma nel senso soltanto di procurare che la promessa del Ministero sia compiuta. Se il Ministero dice soltanto che egli presenterà una legge sulle segreterie, mi pare che dica poco; e credo che debba dire che presenterà una legge sulle segreterie, la quale abbia per iscopo di stabilire un più eguale trattamento fra i segretari. Ed ecco ciò che io vengo proponendo senza voler vincolare il Ministero sui mezzi da adottarsi ad un tale scopo.

**PRESIDENTE.** Domando se è appoggiata la proposta del deputato Arnulfo.

(È appoggiata.)

Il ministro di grazia e giustizia ha la parola.

**DEFORESTA**, ministro di grazia e giustizia. In verità io non so comprendere la ragione per cui l'onorevole deputato Arnulfo insiste perchè sia adottato il suo ordine del giorno. O intende di avere soltanto dal Ministero la promessa che una legge sarà presentata intorno alle segreterie, ed allora il suo ordine del giorno va al di là del suo scopo; oppure vuole che fin d'ora si determinino le disposizioni che saranno il soggetto della legge medesima, ed in tal caso l'ordine del giorno vincolerebbe il Ministero ad una cosa che non sa ancora se potrà essere fattibile e se potrà proporla.

L'onorevole deputato Arnulfo diceva: il Ministero ha già riconosciuto giusto di limitare l'eccesso di lucro negli uni e provvedere alla miseria degli altri; dunque non deve avere difficoltà che si dica che si presenterà una legge tendente a fare un'equa ripartizione dei diritti percepiti dai segretari.

Io non nego di aver ciò riconosciuto, e dirò schiettamente che tale è il mio pensiero; ma volere non è sempre potere. Fintanto che si abbiano tutti gli elementi, non si ponno calcolare tutte le difficoltà, e sarebbe frattanto improvvido di vincolarsi per un sistema piuttosto che per un altro.

*Voci. Ai voti! ai voti!*

**PRESIDENTE.** Metto prima ai voti la proposta del deputato Mellana.

(Non è approvata.)

Metto ai voti l'ordine del giorno del deputato De Viry.

**DE VIRY.** Accetto il sotto-emendamento del deputato Arnulfo.

**PRESIDENTE.** Lo metto ai voti.

(Non è approvata.)

Metto ai voti la riduzione di lire 660 proposta dalla Commissione, dei salari dei commessi già destinati presso i Consolati di Torino e di Nizza stati conservati nei nuovi tribunali di commercio.

(È approvata.)

Metto ai voti la seconda proposizione di riduzione per le spese d'ufficio nei tribunali di commercio di Genova e di Nizza.

**DEFORESTA**, ministro di grazia e giustizia. Chiedo la divisione, perchè le spese d'ufficio dei tribunali di commercio di Torino, Genova e di Nizza danno luogo, massime dopo la deliberazione che viene di prendere la Camera, ad altrettante questioni che vogliono essere risolte separatamente.

Comincio dal tribunale di Genova. Erano stanziati per le spese d'ufficio di questo lire 2000; ma, nella realtà, il tribunale di commercio di Genova ne aveva 3000 (la dichiarazione ne è stata fatta in via confidenziale dal Ministero al relatore della Commissione). Era riconosciuta affatto insufficiente la somma di lire 2000: e per appagare i persistenti richiami di quel tribunale, senza accrescere il carico delle finanze dello Stato, il Ministero aveva preso il temperamento d'imporre al segretario il carico di concorrervi per altre lire mille come aumento al canone, al quale era stato sottoposto nella sua nomina, le quali lire 1000, aggiunte alle 2000 alligate nel bilancio dello Stato, portavano il totale ammontare delle dette spese d'ufficio a lire 3000.

Ora, la Commissione ha proposto che le lire 1000 imposte al segretario vengano versate nella cassa delle finanze, e che si stanzi al tribunale di commercio di Genova la somma di lire 2400, come sono stanziati per quello di Torino.

Io credo quindi che la Camera, prima di tutto, deve deliberare se vuole o no, che quelle lire 1000 vengano versate nella cassa delle finanze. Io ho detto, e ripeto, che le finanze sono assolutamente estranee ai proventi delle segreterie. La propo-

sta della Commissione muove da un equivoco; essa crede che si tratti d'una somma appartenente allo Stato, la quale, in tal caso, dovrebbe certamente figurare nel bilancio attivo delle finanze, mentre che non v'ha che a leggere le regie patenti degli 8 giugno 1844 e 7 agosto 1845, per convincersi che i proventi dei canoni imposti ai segretari hanno una pertinenza e destinazione distinta, e sono unicamente destinati al pagamento delle giubilazioni e delle sovvenzioni che vengono accordate ai segretari medesimi.

La cassa pertanto in cui sono versati i detti canoni costituisce una specie di ente separato dalle finanze dello Stato, ed a questo ente sarebbero devolute le ridette lire 1000, ove non fossero più applicate al tribunale per supplemento alle spese di ufficio.

Ora, se la Camera adotta la proposta della Commissione, ne verrà che le finanze per le spese d'ufficio di questo tribunale pagheranno lire 2400 invece di lire 2000, e che la cassa dei segretari guadagnerà le lire 1000 che il segretario del tribunale medesimo è stato obbligato di corrispondergli per concorso nelle dette spese.

Io pertanto prego per quanto posso la Camera di non aderire alla proposta della Commissione, di non far caso dell'obbligo imposto al segretario di quel tribunale di concorrere per lire mille nelle ridette spese d'ufficio, e di mantenere queste nelle lire 2000 proposte dal Ministero come negli esercizi precedenti.

**ASTENGO**, relatore. L'onorevole signor ministro ha dichiarato nell'esordire del suo discorso, che era stata data cognizione *confidenziale* al relatore della Commissione intorno alle lire 1000 che sono pagate dal segretario del tribunale di commercio di Genova per supplemento delle spese di ufficio.

Io debbo dare qualche spiegazione alla Camera sopra un tale punto, perchè l'aggettivo *confidenziale* potrebbe far credere a taluno che il relatore abbia abusato di una confidenza che gli sia stata fatta.

Io mi sono recato al Ministero di grazia e giustizia, come relatore della Sotto-Commissione del bilancio di quel dicastero, e domandai a chi dovessi indirizzarmi onde avere alcuni schiarimenti di fatto. Mi fu risposto che mi indirizzassi ad un capo di divisione, che conosceva bene la partita del bilancio.

M'indirizzai allora al medesimo e gli rimisi una nota di quesiti, pregandolo di una risposta. Fra i quesiti eravene uno che riguardava l'ammontare delle spese d'ufficio nei tribunali di commercio di Torino e di Genova. Ebbi le risposte in iscritto sopra di tutti i punti, ed in ordine al preaccennato quesito la risposta fu la seguente:

« Per le spese d'ufficio del tribunale di commercio di Genova sono stanziati lire 2000. Venne inoltre stabilito a carico del segretario il concorso a tali spese per la somma di lire 1000, cosicchè restano in totale assegnate per dette spese a quel tribunale lire 3000. Pel nuovo tribunale di commercio di Torino vennero, giusta la richiesta del presidente, e per motivi accennati nell'appendice del bilancio, stanziati lire 2400. »

Era dover mio, come relatore, di comunicare alla Sotto-Commissione gli avuti riscontri, ed è ciò che ho fatto. In questo modo la Sotto-Commissione e quindi la Commissione generale venne a conoscere che il tribunale di commercio di Genova ha nel bilancio dello Stato per le spese di ufficio lire 2000; ma in realtà ne ha 3000, ossia 2000 a carico dello Stato, e 1000 a carico del segretario.

Fui inoltre informato, e come relatore lo feci pure noto

alla Commissione, che la detta imposizione di lire mille a carico del segretario, non data che da circa un anno; sicchè negli anni anteriori il tribunale di commercio di Genova non aveva in realtà che le lire 2000 che figuravano nel bilancio passivo del Ministero di grazia e giustizia.

Si dovette impertanto esaminare in massima se fosse regolare che, mentre si stanziavano a carico dello Stato tutte le spese di ufficio delle Corti e dei tribunali, vi si allogasse per un dato tribunale una somma minore di quella che gli si accorda effettivamente; il qual sistema non sembrò regolare nè alla Sotto-Commissione, nè alla Commissione generale, come non sembrò regolare, che un segretario sia imposto di somma maggiore di quella che figura nel bilancio attivo nella categoria dei proventi delle segreterie.

Per togliere questa irregolarità fu deliberato che si portassero nel bilancio passivo in totalità le spese di ufficio che si volevano accordare ai diversi tribunali di commercio, compreso quello di Genova, e si portassero nel bilancio attivo tutte quante le somme che si erano poste a carico dei segretari.

Quanto alle cifre di quelle spese, la Commissione dopo avere eliminato i due speciali stanziamenti pei due commessi a servizio dei tribunali di commercio di Genova e di Nizza, considerandoli contrari a quanto si pratica per gli altri tribunali, partì principalmente da due considerazioni; la prima che pel tribunale di commercio di Torino, il Ministero stesso proponeva lire 2400; la seconda, che i tribunali di commercio, corrispondendo nel grado e nella giurisdizione ai tribunali provinciali, dovrebbero in massima essere trattati al pari di questi in ordine alle spese di ufficio.

Ora, le spese di ufficio delle Corti e dei tribunali civili sono regolate dalle regie patenti in data 24 dicembre 1822, nelle quali è stabilita pel tribunale provinciale di Torino la somma di lire 2000; per quello di Genova lire 1800, e quindi gradatamente una somma minore per quelli delle altre provincie.

Vede dunque la Camera che accordando pei tribunali di commercio di Torino e di Genova le lire 2400 che sono state proposte dalla Commissione, si accorda in sostanza a detti tribunali più del *maximum* delle somme fissate pei tribunali civili provinciali. Ed è a notare che i tribunali civili di Torino e di Genova sono divisi in più sezioni, e possono perciò avere bisogno di maggior somma per le spese di ufficio comparativamente ai tribunali di commercio.

Il signor ministro ha ripetuto la già fatta osservazione che, portando nel bilancio passivo la intera somma delle spese di ufficio del tribunale di commercio di Genova, si faccia un danno alle finanze dello Stato, in quantochè le lire 1000 che attualmente paga il segretario pel supplemento di quelle spese, sarebbero versate nella cassa dei proventi delle segreterie che è istituita ad esclusivo beneficio dei segretari e delle loro famiglie.

Io gli osserverò anzitutto che una questione di massima non deve essere sacrificata per una questione pecuniaria di poche centinaia di lire.

Posto che tutte le spese dello Stato, comprese anche quelle che si chiamano *d'ordine*, si fanno figurare nel passivo del bilancio, ognun vede che devono figurarvi in totalità e non solo in parte come devono figurare in totalità nell'attivo le somme che si riscuotono in rimborso di quelle spese.

Oltre di ciò, stando alle regie patenti del 1845 accennate dal ministro, è vero che lo Stato non dovrebbe giammai profittare dei proventi delle segreterie, i quali dovrebbero essere interamente destinati per le pensioni, sovvenzioni e

spese che, a tenore di precedenti patenti del 1844, devono pagarsi con tale fondo; ma tale non è l'osservanza che si fa di quella disposizione legislativa, poichè si stanziava costantemente nel bilancio passivo del Ministero di grazia e giustizia una somma per dette pensioni, sovvenzioni e spese che sta al disotto della somma stanziata nel bilancio attivo delle finanze per i proventi delle segreterie.

Nè si creda che questa somma posta nell'attivo sia solamente figurativa, poichè la relativa categoria, che è la 55, ha un apposito allegato che indica ad uno ad uno i proventi imposti sopra ciascuna segreteria, accennando non solo le somme che si riscuotono da ogni segretario, ma eziandio il titolare che deve pagarle, ed il provvedimento sovrano in virtù del quale fu assoggettato alla rispettiva imposta. È adunque reale e preciso l'ammontare dei proventi che figura nell'attivo, e non potendosi sorpassare nelle spese la somma allogata nel passivo che, come fu detto, è inferiore alla corrispondente categoria dell'attivo, ne segue che l'erario dello Stato percepisce sempre più di quello che paga.

Secondo le mentovate patenti del 1845, la differenza in meno tra la categoria del passivo e quella dell'attivo dovrebbe essere compensata e bilanciata con uno stanziamento posto a pareggio nel passivo, onde valersene per le nuove pensioni e sovvenzioni che occorresse di accordare durante l'esercizio, portando sempre ogni residuo nel bilancio dell'anno successivo. Ma il fatto sta che questa prescrizione non è più in osservanza, ed ogni residuo attivo, che rappresenta la differenza tra l'incassato e lo speso, rimane nelle casse dello Stato.

Dirà forse il signor ministro guardasigilli che da questo sistema e da questa osservanza nasce a favore del corpo dei segretari un credito contro le finanze nazionali per tutte quelle somme che non furono erogate negli usi prescritti dalle precitate regie patenti. Io non voglio entrare presentemente nell'esame di una tale questione, che non ha da essere sciolta in occasione della presente categoria; ma mi limito a rimarcare in punto di fatto che le finanze incassano effettivamente somma maggiore di quella che pagano per le pensioni e sovvenzioni che sono a carico dei proventi delle segreterie, e che perciò non può dirsi dimostrato che provenga un danno reale all'erario dall'adozione del sistema proposto dalla Commissione.

Finalmente, se si volesse assicurare allo Stato il beneficio delle lire 1000, che giusta la proposta della Commissione dovrebbe versare nelle casse pubbliche il segretario del tribunale di commercio di Genova, ed impedire che vadano a vantaggio della cassa dei proventi delle segreterie, sarebbe facile di farlo, portando quella somma in una nuova apposita categoria del bilancio attivo.

Io spero impertanto che la Camera vorrà approvare la proposta della Commissione.

**PRESIDENTE.** Il ministro di grazia e giustizia ha la parola.

**DEFORESTA, ministro di grazia e giustizia.** Intorno alle spese d'ufficio del tribunale di commercio di Genova vi sono due questioni che non conviene confondere. La prima concerne le lire 1000 che è risultato alla Commissione essere imposte al segretario di quel tribunale in favore del tribunale medesimo per concorso alle spese d'ufficio. La seconda consiste nel vedere a quale somma si vuole che siano fissate le spese d'ufficio per quel tribunale.

Circa la prima questione, io vedo con molto rincrescimento che l'onorevole preopinante continui a sostenere che i proventi della segreteria o, in altri termini, i canoni imposti ai

segretari in favore della cassa creata colle regie patenti del 18 giugno 1844 e 7 agosto 1845 devono essere considerati come appartenenti alle finanze dello Stato. Io non cesserò mai di ripetere che questo è un errore. È vero che questa cassa è amministrata dalle finanze; è vero che le entrate della medesima formano una categoria del bilancio attivo dello Stato ed i carichi, ossia l'uscita, costituiscono una categoria del bilancio passivo; ma ciò non è che figuratamente e converrebbe assolutamente annullare le dette regie patenti per considerare quei proventi come somme spettanti alle regie finanze.

Con queste regie patenti si è difatti stabilito che potrebbe imponersi un canone equitativo ai segretari in occasione delle loro nomine, per fare un fondo onde con esso provvedere alla giubilazione dei segretari, i quali non potevano pretenderla dalle finanze dello Stato, stante che non avevano stipendio fisso, e per dare gratificazioni e sovvenzioni alle vedove ed a quelli che per causa di malattia dovevano cessare dal loro ufficio prima del tempo necessario per poter avere la giubilazione.

Come mai a fronte di queste disposizioni della legge i proventi della detta cassa potranno confondersi colle finanze dello Stato?

Del resto, a togliere ogni dubbio, basterebbe la lettura delle istruzioni che vennero date per l'esecuzione delle rimenzionate regie patenti e che sono firmate dall'onorevole conte di Revel, allora ministro della finanza, in data del 31 dicembre detto anno 1845. In esse si dice che l'amministrazione di quei fondi deve bensì essere invigilata dal Ministero delle finanze secondo le norme ivi tracciate, ma che tali fondi non vogliono mai essere confusi con quelli delle finanze dello Stato.

Ciò essendo, io domando se nell'occasione della votazione del bilancio si possa dalla Camera stabilire che una somma proveniente da questa cassa faccia parte del bilancio attivo dello Stato. Se si pretendesse simile deliberazione per questa somma, io non veggo perchè non dovrebbe farsi lo stesso per l'intero attivo di detta cassa, ed allora si avrebbe un vero incameramento dei diritti di segreteria e, ciò che più importa di ritenere, lo Stato avrebbe il carico delle giubilazioni dei segretari. Io prego la Camera di ben riflettervi.

Quanto poi alla somma a cui debbano fissarsi le spese d'ufficio per questo tribunale, ho avuto l'onore di dichiarare che, se il Ministero ha cercato il modo di portarla a lire 3000, facendovi concorrere la cassa dei proventi delle segreterie, si è perchè ha dovuto persuadersi che la somma di lire 2000 era affatto insufficiente, massime che sulle spese d'ufficio il tribunale paga il commesso.

L'onorevole relatore della Commissione, per dimostrare che la somma di lire 2000, od al più di lire 2400, può essere sufficiente, diceva che la legge organica dei tribunali non ne accordava di più pei tribunali civili.

Ma l'argomento di analogia non è qui attendibile, poichè la maggiore o minore somma delle spese d'ufficio vuol essere determinata dal numero dei giudici che compongono il tribunale, dalla quantità degli affari che vi si spediscono, dall'ampiezza dei locali e da altre molte circostanze.

Del resto, sul punto di fatto della sufficienza o no della somma proposta per le spese d'ufficio dei tribunali, la Commissione dovrebbe, mi permetta di dirlo, attenersi alle affermazioni che fa il Ministero, massime che essa non adduce dati positivi in contrario e non procede che per mezzi di supposizioni.

Importante se mai la Camera stimasse (ciò che non credo)

che le lire mille che sono state imposte a quel segretario pel concorso in dette spese d'ufficio, debbano essere versate nella cassa delle finanze, in quel caso io chiedo che sia bilanciata la somma di lire 3000 a carico delle finanze dello Stato.

Non voglio poi lasciare la parola senza dichiarare che quando ho detto che la circostanza del concorso del segretario nelle ridette spese d'ufficio per la concorrente di lire 1000 era stata accennata al signor relatore in via confidenziale, non ho mai inteso che fosse un segreto di cui non potesse prevalersi, e di cui abbia egli abusato, della qual cosa è incapacissimo: io ho solo inteso significare che quelle lire 1000 non si erano fatte figurare nel bilancio, e ciò appunto perchè si trattava di un temperamento a cui il bilancio era e doveva rimanere estraneo.

**DI REVEL.** Come membro della Commissione del bilancio io intesi queste discussioni in seno di essa, ed approvai, come approvo tuttavia, le conclusioni che furono dalla medesima adottate.

Essendo poi dall'onorevole preopinante stato fatto cenno dell'emaneazione delle lettere patenti che concernono i canoni imposti e da imponersi a carico delle segreterie dei tribunali, siccome effettivamente fui io il promotore di queste patenti, così credo mio debito di farmi a giustificare le disposizioni che le medesime contengono.

È di fatto che, prima del 1845, il dicastero della giustizia riconoscendo come molte delle segreterie producessero lucri troppo vistosi pei titolari di esse, prese il partito, a misura che venivano fatte delle nomine, d'imporre un canone sui proventi delle medesime, onde col prodotto di questi far luogo a sovvenzioni e pensioni a favore dei segretari dei tribunali e delle loro famiglie, i quali, non essendo retribuiti a carico dello Stato, nel caso o di impossibilità a continuare il servizio, non avevano verun titolo verso lo Stato per pensione od altro alleviamento.

Senonchè il dicastero di grazia e giustizia aveva creduto di poter concentrare questi fondi ed amministrarli direttamente, affidandone la gestione ad un impiegato contabile che era presso il guardasigilli.

Io nella qualità di ministro delle finanze, di cui mi trovava in quel tempo rivestito, dovetti intervenire per oppormi a che vi fosse una cassa particolare che si trovasse confusa con quella dei fondi appartenenti allo Stato, ed anzi insistetti vivamente presso il guardasigilli, onde non assumesse la responsabilità di sorvegliare e dirigere egli solo una cassa in cui potevano concentrarsi molti fondi. Quindi, d'accordo con lui, emanarono le patenti del dicembre 1845 pur ora accennate, colle quali fu stabilito, che tutti questi proventi dovessero versarsi nelle casse dello Stato, figurare cioè per la totalità della somma nell'attivo, e che nel passivo si dovessero stanziare quelle sole pensioni che erano state concesse o si concedevano al momento in cui si formava il bilancio, ma che la somma concessa non potesse mai essere uguale a quella dell'attivo, per non incorrere la possibilità, che non incassandosi tutte le somme registrate nell'attivo, si avesse poi nel passivo una somma impegnata, per cui forse potesse occorrere che lo Stato dovesse contribuire. Ma le disposizioni tutte della legge stabiliscono che tutto il provento di questi canoni vada a beneficio delle famiglie dei segretari dei vari tribunali.

Quanto poi all'amministrazione della medesima cassa, furono determinati ancora i modi coi quali essa doveva essere sorvegliata. Però, io lo dico schiettamente, se questa era cosa che poteva ammettersi nel sistema allora vigente, mentre non era in qualche modo che una conciliazione che il ministro delle finanze procurava allora col guardasigilli, onde

almeno fosse coperta la responsabilità di entrambi, a questa ora però la cosa, a parer mio, non dovrebbe essere così. Ed infatti, se realmente i segretari dei tribunali sono onerati di canoni per dar luogo a pensioni, evidentemente questo è un tributo che viene pagato dai cittadini per l'intermezzo del segretario, a cui corrispondono diritti maggiori di quanto sia necessario per lo stipendio dello stesso segretario, ed è per questa considerazione che io non sarei per nulla alieno, anzi crederei assai più regolare e più costituzionale che questi fondi figurassero nell'attivo del bilancio, e che le relative spese dovessero portarsi egualmente nel passivo, onde non vi fosse una cassa particolare alimentata con fondi, la disponibilità dei quali è lasciata unicamente al Ministero.

Quanto poi all'altra questione, sulla quale l'onorevole ministro ha pure fortemente insistito, cioè, che nel caso che si voglia detrarre dalle spese allocate pel tribunale di commercio di Genova la somma di lire 1000, le quali abbiano ad essere supplite dal segretario del medesimo tribunale, in questo caso, queste lire 1000 debbano essere versate nella cassa, io dico schiettamente che reputo, non solo non sia per nulla violato il disposto della legge di cui parliamo, ma sia essenzialmente regolare e giusto che queste lire 1000 siano versate all'erario.

Evidentemente, se il tribunale di commercio di Genova ha d'uopo di 3000 lire per le spese d'ufficio, la Camera debbe stanziare lire 3000 per quest'oggetto; ma non troverei la ragione per cui la cassa non dovesse essere esonerata da queste lire 1000 che finora non vanno a beneficio della cassa, ma a beneficio dello Stato. Lo Stato non corrisponde queste mille lire di più, perchè il segretario le mette del suo, ma non vengono tolte alla cassa dei segretari, poichè il canone imposto al segretario è già versato, e queste lire 1000 non riescono a beneficio di questa cassa, ma bensì ad utile del tribunale di commercio. Conseguentemente, io credo che se le spese del tribunale sono necessarie nella somma di lire 3000, le 1000 lire che finora venivano corrisposte direttamente dal segretario, debbono essere versate nella Cassa dello Stato.

**CAVOUR**, presidente del Consiglio dei ministri e ministro delle finanze. Stimò essere obbligo mio il dare qualche spiegazione alla Camera, perchè forse il conte di Revel non aveva presente, a questo riguardo, lo stato attuale delle cose.

Il conte di Revel disse che, relativamente a questa cassa, fu stabilito nel 1844 che fosse amministrata dal Ministero di finanze. Io non so come questa amministrazione procedesse prima del 1848, ma dopo tal epoca si confuse questa cassa con quella dello Stato e si fecero figurare nel bilancio attivo tutti i canoni che pagano i segretari, i quali giungono se non erro a 70, o 78 mila lire, e si portava poi nel passivo una somma corrispondente, fino a tanto che non si venne a riconoscere che non si riscuoteva quanto era portato nell'attivo, ed allora venne diminuito. Io non mi faccio ora ad esaminare se le somme non spese spettino a questi enti morali; questo è un quesito sul quale riservo la mia opinione. Debbo però dichiarare alla Camera che queste spese, essendo governate dalla legge sulla contabilità, io non ho creduto di poter mantenere negli spogli le somme non spese. Si consulti la legge della contabilità, e si vedrà che non si può mantenere negli spogli una spesa non impegnata. L'erario era il creditore; e non essendovi questo creditore dello Stato, queste somme sono scomparse dagli spogli.

Quando la questione verrà portata al Parlamento si deciderà che cosa si debba fare; intanto dichiaro che il Ministero non si terrebbe autorizzato a disporre degli arretrati, non spesi, a favore di chicchessia.

Ho creduto dover fare queste osservazioni nell'interesse delle finanze, lasciando libero il Parlamento di decidere secondo che gli parrà più opportuno.

**DI REVEL**. Ringrazio il signor ministro di aver spiegato quanto ora succede relativamente a questa amministrazione. Io per verità partiva dal disposto di quanto la legge ordinava per ritenere che ogni somma proveniente da questi canoni dovesse sempre essere convertita a beneficio della classe dei segretari.

Se non furono conservate negli spogli le somme che rimanevano negli anni precedenti, la Camera vedrà se questo costituisca una ragione di credito per questi enti morali verso lo Stato, o no. Ma da ciò io prendo argomento precisamente per dire che quelle lire mille, che il segretario del tribunale di Genova è tenuto ad impiegare per supplemento di spese del tribunale medesimo, se non sono consunte è una somma che giustamente deve venire alle finanze; poichè vediamo che questa somma non è esclusivamente destinata a beneficio dei segretari dei tribunali, ma se ne dà loro quel tanto chesi crede, e il rimanente va allo Stato. Quindi io giudicherei più che mai giusto e regolare che queste lire mille, in vece di essere direttamente dal segretario convertite in ispece d'ufficio, venissero versate nelle casse dello Stato, e nel bilancio attivo figurasse la somma corrispondente, e un'altra somma si stanziasse per spese d'ufficio nel bilancio passivo.

**DEFORESTA**, ministro di grazia e giustizia. La Camera vedrà a suo tempo se le finanze dello Stato debbano corrispondere alla cassa dei proventi delle segreterie le somme che le sono dovute. Intanto, posto che s'insiste a volere che le lire 1000 che il segretario del tribunale di commercio di Genova corrispondeva a questo per supplire alle spese d'ufficio, cessino di avere tale destinazione, io chiedo che per le dette spese siano stanziati lire 3000. Quando si discuterà il bilancio attivo, il signor relatore della Commissione rinoverà, se lo stimerà, la sua proposta per farvi comprendere quelle benedette lire 1000, per le quali si è già tanto ragionato; e la Camera deciderà allora come stimerà nella sua saviezza.

Prego quindi l'onorevole presidente di mettere ai voti la questione se le spese d'ufficio del tribunale di commercio di Genova debbano essere stanziati in lire 3000 o in lire 2400.

**ASTENGO**, relatore. Vi è una questione di principio e una questione di cifre. La questione di principio consiste nel vedere se tutte le spese del tribunale di commercio di Genova debbano figurare in questa categoria del bilancio. Decisa questa prima questione, resta la questione di cifre, che sta nel vedere se le spese in discorso debbano essere alloggiate in lire 3000, ovvero in sole lire 2400. Convien dunque stabilire anzitutto se tutte le spese d'ufficio del tribunale di commercio di Genova, al pari di quelle degli altri tribunali, debbano figurare in questa categoria del bilancio passivo.

**PRESIDENTE**. La Commissione crede che si debbano aggiungere alla categoria 55 del bilancio attivo le lire 1000, che furono imposte al segretario del tribunale di commercio di Genova...

**CAVOUR**, presidente del Consiglio dei ministri e ministro delle finanze. Mi pare che qui vi è una questione di massima: non si può votare ora un articolo del bilancio attivo.

**ASTENGO**, relatore. Bisogna vedere se si debba comprendere nella categoria 8 bis e tra le spese d'ufficio una somma speciale pel commesso.

**PRESIDENTE**. Pongo dunque ai voti la proposta del signor ministro, che le spese d'ufficio del tribunale di commercio di Genova siano stabilite in lire 3000.

(Dopo prova e controprova la Camera adotta.)

Rimane ora la questione dei tribunali di Torino e di Nizza.

**DEFORESTA**, ministro di grazia e giustizia. Per il tribunale di Torino il Ministero aveva proposto per le spese d'ufficio lire 2400, ma nello stesso tempo aveva pure portato nel bilancio lo stipendio al commesso in lire 660; il totale ascendeva a lire 3060. La Camera, un momento fa, ha votato di depernare lo stipendio pel commesso del tribunale di commercio di Torino e per quello di Nizza. Quindi, a fronte di questa deliberazione, evacuando la riserva che ho già fatta, propongo che le spese d'ufficio pel tribunale di commercio di Torino siano portate in lire 3060: pel tribunale di commercio di Genova si è chiesta la somma di lire 3000, poichè su questa somma il tribunale dovrà ora pagare le spese del commesso in lire 660.

Io spero che il signor relatore non vorrà opporsi a questa domanda, ritenendo la base di parificazione e di eguaglianza che la Commissione stessa ha propugnata in quanto a queste spese d'ufficio.

**ASTENGO**, relatore. Sopra questa questione di cifre io non posso esprimere che la mia opinione personale, perchè la Commissione si è limitata a proporre che le spese dei due tribunali di commercio di Torino e di Genova fossero portate in lire 2400 e non posso riferire quale sia il suo avviso sulla proposta di portare le spese del tribunale di Torino a lire 3000, dopo che la Camera ha fissato in tale somma quelle del tribunale di Genova.

Dirò per altro che il motivo che ha indotto la Commissione a deliberare nel modo accennato, sta nel principio dell'uniformità di trattamento.

In applicazione di questo medesimo principio, mi sembra che il tribunale di commercio di Torino debba avere lire 3000, compresa la spesa occorrente per un commesso, la quale non deve essere calcolata a parte, come non fu calcolata a parte pel tribunale di Genova.

In allora la proposta del signor ministro non sarebbe diminuita che di sole lire trenta e si manterrebbe tra quei due tribunali l'uniformità del trattamento.

**DEFORESTA**, ministro di grazia e giustizia. Il Ministero accetta.

**PRESIDENTE**. Metto ai voti la proposta che le spese d'ufficio pel tribunale di commercio di Torino siano portate a lire 3000.

(È approvata.)

**DEFORESTA**, ministro di grazia e giustizia. Vengono ora le spese d'ufficio pel tribunale di Nizza.

La Camera ricorda che il tribunale di commercio di Nizza aveva finora per le spese d'ufficio la somma di lire 600: il Ministero ha proposto questa somma nel suo bilancio; la Commissione l'aveva ridotta a lire 500.

Nella seduta di ieri si è già discussa questa proposta della Commissione ed io ebbi l'onore di far presente alla Camera che trovava la riduzione proposta dalla Commissione meno che giusta.

La Commissione era partita da un principio, diceva essa, di eguaglianza, perocchè i tribunali di Savona, di San Remo, di Chiavari e di Novi non hanno per spese d'ufficio che sole lire 500; quindi le sembrava che non potesse accordarsi una maggior somma per Nizza.

Già fin da ieri ho fatto presente che nel tribunale di commercio di Nizza vi è un numero maggiore di giudici.

L'onorevole relatore mi rispondeva che era principalmente alla quantità delle cause che conveniva avere riguardo. Ebbene ho buono in mano per provargli anche da questo lato

che la riduzione proposta dalla Commissione non può essere ammessa.

Ecco il movimento delle cause nei tribunali di commercio nel terzo trimestre di quest'anno: cause decise con sentenze interlocutorie, Torino 214, Genova 62, Nizza 45, Savona 51, Novi 59, San Remo 11, Chiavari 7. Cause decise con sentenze definitive, Torino 692, Genova 454, Nizza 76, Savona 18, Novi 15, San Remo 16, Chiavari 8.

Vede dunque l'onorevole relatore che nessuno dei tribunali ai quali è allogata la somma di lire 500 per spese d'ufficio decide ugual numero di cause che nel tribunale di Nizza. Quindi sarebbe ingiusto di volerli parificare nelle spese di ufficio.

Dopo ciò debbo proporre l'aggiunta pel commesso, e siccome per questo si corrisponde lo stipendio di lire 530, converrebbe portare le spese d'ufficio per questo tribunale a lire 930. Ma lascerò le lire 50, e chiedo che per le spese d'ufficio del tribunale di commercio di Nizza venga stanziata la somma di lire 900.

**PRESIDENTE**. Metto ai voti la proposta del signor ministro, che porta le spese d'ufficio del tribunale di commercio di Nizza a lire 900.

(È approvata.)

(Vengono quindi approvate senza discussione le seguenti categorie:)

Categoria 9. *Tribunali provinciali* (personale) portata dal Ministero, e dalla Commissione accettata, in lire 863,380.

Categoria 10. *Tribunali provinciali* (spese d'ufficio), portata dal Ministero, e dalla Commissione accettata, in lire 57,850.

Categoria 11. *Giudicature* (personale), portata dal Ministero a lire 843,250 e dalla Commissione a lire 843,350.

Categoria 12. *Spese di giustizia criminale ed altre per giudizi d'interdizione*. Proposta e mantenuta nella somma di lire 629,000.

Categoria 13. *Statistica giudiziaria*, proposta e mantenuta nella somma di lire 8000.

**MELLANA**. Domando la parola sopra questa categoria.

**PRESIDENTE**. Ha la parola il deputato Mellana.

**MELLANA**. Io chiederei la diminuzione di questa categoria in lire 4000. A questo riguardo chiedo al signor guardasigilli se non siasi dal Ministero stesso riconosciuta soverchia questa spesa, se non siasene in parte fatta economia e, come avendo un personale d'impiegati in aspettativa per la somma di lire 55 mila, non vi siano i mezzi sufficienti per procedere a questa statistica.

Io non sono contrario al principio della formazione delle statistiche, chè anzi queste le credo necessarie, ma opino del pari che con 4000 lire si possa benissimo dal signor ministro ottenere questo scopo.

**DEFORESTA**, ministro di grazia e giustizia. Mi è grato di sentire che l'onorevole preopinante non sia contrario, che sia anzi favorevole alle statistiche e massime alla statistica giudiziaria, ma io avrei desiderato che l'onorevole preopinante questa volta avesse proposta un'aggiunta, anzichè una diminuzione al bilancio passivo, poichè posso assicurarlo essere io convinto che in quest'anno le 8000 lire di cui si chiede lo stanziamento, non saranno forse nemmeno sufficienti per le spese della statistica.

Queste spese sono molto considerevoli, perchè conviene far stampare migliaia di stati complicatissimi e quando il lavoro molto delicato e molto difficile che rimane poi a farsi dagli impiegati presso il Ministero per mettere insieme e coordinare tutti i raccolti elementi sarà compiuto, lo che

spero non sarà lontano, converrà far stampare il volume, che sarà pubblicato.

Quindi prego l'onorevole preopinante di non insistere nella sua proposta, la quale metterebbe il Ministero nella impossibilità di poter dotare il paese di questa statistica, che è desiderata da tutti e dallo stesso onorevole preopinante.

**MELLANA.** Quando il signor ministro dichiarò esplicitamente che questa somma gli è indispensabile eccezionalmente per quest'anno, onde impiegarla nella stampa di documenti statistici, io non ho difficoltà a ritirare la mia proposta. Ritenga che mi occorre una esplicita risposta, giacchè per lo addietro le somme di questa categoria erano impiegate, non per spese di stampa, ma per onorari di *sinecure*. Le spese di stampa per documenti statistici cadono, se non erro, sul bilancio delle finanze. Per raccogliere quei documenti vi sono le segreterie dei magistrati, vi sono sufficienti impiegati al Ministero: vi sono, se occorre, lire 35 mila nel bilancio per impiegati in aspettativa, della cui opera dovrebbe valersi il Ministero.

Comunque è fatto certissimo che il Governo stesso riconobbe superflua questa somma, impiegata come era da prima nel dare stipendi a noi ignoti; mi consta che l'antecessore dell'onorevole guardasigilli nello scorso anno ha eseguito delle economie su questa categoria; e non vorrei che nel silenzio nostro il guardasigilli trovasse una ragione per rimettere spese che furono riconosciute inutili, quindi mi occorre un'esplicita sua dichiarazione.

**DEFORESTA, ministro di grazia e giustizia.** Sta in fatto che la somma stanziata in bilancio per la statistica giudiziaria è impiegata in parte per indennità per straordinari lavori, sia nel Ministero, sia fuori, ed in parte maggiore per le spese di stampa, e per quelle altre cose che occorrono.

Non ho quindi difficoltà di dichiarare schiettamente che nell'insistere perchè sia mantenuta la somma finora stanziata a quest'oggetto, non è per riprodurre le indennità alle quali ha fatto allusione l'onorevole preopinante.

**PRESIDENTE.** La parola spetta all'onorevole Valerio.

**VALERIO.** Io vorrei chiedere al signor ministro se egli sa dirmi il tempo in cui crederà poter pubblicare questa statistica, e specialmente se in essa saranno comprese quanto riguarda le persone colpite da carcere preventivo. Qualora queste non fossero comprese, io farei formale domanda che, o nella generale statistica giudiziaria, o in una statistica a parte sia dato conto anche di esse, cioè del loro numero, del tempo in cui stettero in carcere prima del giudizio, quante vennero assolte, quante furono condannate, quante morirono in prigione senza essere giudicate.

Io credo che da questa statistica deriverebbe un gran bene al paese, e che ne verrebbe la conseguenza di dovere forse in parte modificare il Codice di procedura criminale, e fors'anche il Codice penale, certamente di provvedere per la più pronta spedizione della giustizia.

Le carceri sono pienissime d'inquisiti; questo porta una spesa enorme che vediamo ogni anno crescere nel bilancio. Ma più che la spesa, questo cagiona un altro danno ben maggiore; ed è che molti individui, se devo credere alle notizie che mi vengono da ottime sorgenti, per anni ed anni gemono in fondo di un carcere, nel quale sono entrati forse innocenti del fatto incriminato, ed onesti, per sottrirne dannosi alla società quando vengono riconosciuti incolpabili; male questo che, e sotto il rapporto finanziario, e più sotto il rapporto morale, sarebbe grandemente necessario di far cessare.

Io so che a far cessare questo male non si richiede un piccolo rimedio; è necessario mettere la mano profondamente

nella giurisprudenza e nella procedura criminale del paese: ma per dimostrare la necessità di questa riforma, io credo che gioverebbe altamente una pronta pubblicazione della statistica, che io domando, cioè del numero degli arrestati preventivamente, del tempo che vennero tratti in carcere, dell'epoca della loro uscita, di quanti morirono in carcere senza essere giudicati, del numero di quelli che furono condannati, ed a qual pena furono condannati, del numero di quelli che furono assolti, e di quanto questi carcerati costarono allo Stato.

**PRESIDENTE.** Il ministro di grazia e giustizia ha facoltà di parlare.

**DEFORESTA, ministro di grazia e giustizia.** Due sono le nozioni che desidera avere l'onorevole preopinante; la prima si è di sapere quando potrà essere pubblicato il volume della statistica criminale, al quale si sta lavorando; la seconda se questa statistica accennerà anche al carcere preventivo, all'epoca in cui gli accusati furono carcerati, e a quella in cui furono giudicati.

Quanto alla prima domanda, io dichiaro che appena saranno giunti tutti gli stati che si sono dovuti chiedere alle Corti e tribunali, e si sarà eseguito il lavoro cui ho poc'anzi accennato, si darà mano alla stampa del volume da pubblicarsi; locchè spero avrà luogo in questa stessa Sessione.

Quanto all'altra domanda, io son lieto di poter dichiarare all'onorevole preopinante che il lavoro della statistica criminale che si sta formando dal Ministero, sarà uno dei più compiuti che si abbiano attualmente in Europa; e che dal medesimo si potrà ricavare la durata media del carcere preventivo.

Debbo osservargli che egli si è esagerato il male di questo carcere preventivo. Prima della legge che facesse della facoltà un obbligo ai tribunali di ammettere alla difesa a piede libero, poteva darsi che ci fosse un numero considerevole di accusati sottoposti al carcere preventivo; ma dappoichè la legge in tutti i reati correzionali ha fatto un obbligo ai tribunali di aderire alla domanda degli accusati per essere ammessi alla difesa fuori carcere, il carcere preventivo ha dovuto sommarmente diminuire; nè vedrei cosa potrebbe farsi di più per procedere nella via più liberale e più umanitaria, salvo che si volesse abolire il carcere preventivo anche pei crimini, la qual cosa non esiste in alcun paese, nè credo che sia nella intenzione del preopinante di proporre.

Dai registri dell'entrata ed uscita dei carcerati e dalla data della sentenza si deduce la durata media del carcere preventivo, e questo dato statistico si avrà nel volume che sarà pubblicato.

**VALERIO.** Io non sono avvocato, quindi non entrerò col dotto giureconsulto che tiene i sigilli dello Stato a discutere quanto scrupolosamente debba essere applicato il carcere preventivo. Egli disse: l'onorevole Valerio non vorrà che non vengano preventivamente carcerati quelli che sono accusati di crimini. Io non dirò che voglio questo, dirò che vorrei che non fossero trattate in carcere preventivamente per uno o due anni delle persone le quali vengono poi ad essere riconosciute innocenti; e questo è quello che vedo succedere troppo sovente.

I giornali ci hanno parlato recentemente di un processo succeduto in Genova, in cui tre padri di famiglia, tre poveri ed onesti operai vennero tratti in carcere, per un delitto supposto, un anno e mezzo in carcere, e poi sono stati dichiarati innocenti.

Quelle povere famiglie sono state rovinate intieramente; quegli uomini che innocenti giacquero per un anno e mesi in

carcere in mezzo ai ladri ed agli assassini, ne escono con una faccia ingiusta, ma pur troppo reale davanti alla società, dalla quale malamente possono lavarsi, e intanto dichiarati innocenti ritornano in società. Ora io domando, chi li indennizza, chi dà loro un compenso di quelle torture a cui gli errori della società e dei tribunali li hanno sottoposti?

Io quindi vorrei che i Consigli di accusa andassero alquanto a rilento prima di rinchiudere dentro un carcere un accusato. Inoltre io vorrei (e spero che il signor ministro lo vorrà meco) che si pensasse una volta ad un più pronto procedimento nel rendere giustizia.

Questo è il principale diritto di cui deve chiedere l'adempimento ogni cittadino; e ogni ora che passa, quando un cittadino è chiuso in carcere, e chiede giustizia e non la ottiene, è una grave responsabilità che ricade sulla società; ecco quello che penso.

Io intanto aspetterò la statistica promessa dal signor ministro, così ampia, così estesa; perchè forse dalle cifre medesime della statistica io potrò trarre la sorgente dei ragionamenti per cui possa per avventura provarsi la necessità di fare un passo più avanti in quella via che il signor ministro chiama filantropica, e che io chiamo semplicemente via di umanità e di giustizia, nella quale, secondo egli afferma, è entrato il nostro paese.

**DELLA MOTTA.** A seguito delle spiegazioni domandate dal deputato Valerio, io mi farei a chiedere al signor ministro se crederrebbe d'introdurre nella nuova statistica un miglioramento non esistente in altre, specialmente nella parte che riguarda il carcere preventivo; essa consisterebbe nel notare il tempo del carcere preventivo.

Questa specifica, credo, darebbe non solamente il numero degli individui che lo subirono, ma anche il tempo subito.

**DEFORESTA, ministro di grazia e giustizia.** Parmi aver già detto che la statistica indicherà l'epoca dell'entrata in carcere di ciascun accusato, e quella in cui è stato giudicato assolto o condannato; così allora ognuno potrà fare il calcolo delle giornate che desidera conoscere l'onorevole preopinante.

**PRESIDENTE.** Non essendosi fatta alcuna proposizione, se non si fa alcun'altra osservazione si intenderà approvata la categoria 13.

(È approvata.)

(Sono del pari approvate senza discussione le seguenti categorie:)

Categoria 14. *Fitti*, portata dal Ministero e dalla Commissione a lire 18,111 80.

Categoria 15. *Riparazioni ai locali occupati dai magistrati*, portata dal Ministero e dalla Commissione in 10,000 lire.

*Spese diverse e comuni.* — Categoria 16. *Pensioni, sovvenzioni e spese a carico dei proventi delle segreterie dei magistrati e tribunali*, portata dal Ministero e dalla Commissione in lire 60,000.

**DEFORESTA, ministro di grazia e giustizia.** Su questa categoria io sono in obbligo di chiedere un aumento di lire 15,000, ed invece che vi sono proposte 60,000 lire per le spese che ne fanno l'oggetto, chiedo che siano stanziati lire 75,000. Ne dirò le ragioni, e vedrà la Camera, che non si potrebbe fare a meno di accogliere la mia proposta.

Appunto nell'idea in cui è il Ministero, di presentare una legge intorno alle segreterie, si è astenuto dal provvedere al rimpiazzamento definitivo dei segretari, laddove seguono delle vacanze e fa amministrare le segreterie vacanti ad economia per mezzo di un reggente. Indi la conseguenza che tutti i

proventi di queste segreterie, che sono esercite ad economia vengono versati nella cassa di cui si è tanto ragionato ed in questa e nella seduta di ieri; e per altra parte conviene prendere dalla stessa le somme necessarie per le spese. Vi è dunque aumento di attivo e di passivo. Al giorno d'oggi le segreterie che sono esercite ad economia, dallo stato che ho qui precisamente sotto gli occhi, daranno un aumento nell'entrata di 25,000 lire circa, dimodochè invece di 75,000 l'entrata nell'esercizio venturo sarà di 100,000 lire. Per contro converrà di necessità far fronte alle spese necessarie per queste stesse segreterie che non saranno minori di 15,000 lire. È quindi indispensabile che si accresca di tanto questa categoria.

L'aumento però non sarà che figurativo perchè viene sorpassato di molto dalla maggiore entrata.

Siccome però questa cassa (mi permetta la Camera di ripeterlo) è amministrata bensì dal Ministero delle finanze, ma non fa parte delle medesime, l'aumento che io propongo non potrà mai essere un maggior onere per l'erario dello Stato.

**PRESIDENTE.** Il signor ministro propone di aumentare di 15,000 lire la categoria 16.

La Commissione accetta?

**ASTENGO, relatore.** Accetta. Se si accresce l'attivo d'altrettanto, credo sia soltanto questione di cifre.

**PRESIDENTE.** Pongo allora ai voti questa proposta.

(La Camera approva.)

Pongo ora ai voti l'intera categoria.

(La Camera approva.)

Categoria 17. *Spese dello Stato civile*, proposta dal Ministero nella somma di lire 4000, e ridotta dalla Commissione a 2200.

**BRUNET.** Io credo opportuno d'invitare il signor ministro di grazia e giustizia a volere esaminare se fosse conveniente allo stato attuale delle cose l'introdurre qualche modificazione nel regolamento del 1837 relativamente allo stato civile.

Io accennerò queste modificazioni senza fermarmi a provarne l'utilità e l'importanza, poichè credo che queste appariranno alla sola lettura di esse, siccome quelle che serviranno a togliere alcune difficoltà e fors'anche degli abusi.

Le disposizioni da introdursi nel regolamento sarebbero queste:

1° Che presso tutti i comuni dello Stato sia conservata una copia autentica dei registri dello Stato civile di nascita, matrimoni e morti esistenti presso le parrocchie del comune;

2° Che questa copia sia desunta di tre in tre mesi con tutte quelle cautele che valgano a stabilirne in modo incontestabile l'identità, e sia autenticata secondo norme che verranno a tale scopo stabilite;

3° Finalmente che le attestazioni di nascite, matrimoni e morti per tutti gli usi civili e politici, siano desunte da tali registri esistenti presso i comuni e siano legalizzate e autenticate dall'autorità municipale.

Queste modificazioni che in massima ebbi l'onore di proporre, non toccano per nulla la grande questione relativa all'autorità, che dirige specialmente lo stato civile, ma sono consentanee al regolamento stesso, quantunque tendano a modificarlo in alcune sue parti.

**DEFORESTA, ministro di grazia e giustizia.** Domando la parola.

Io non posso che lodare il desiderio che muove l'onorevole deputato a fare la sua proposta; egli però, e la Camera con lui sentiranno quanto sarebbe imprudente il prendere così all'impensata una determinazione sopra una materia cotanto

grave. Io prometto che terrò conto di questo suo desiderio, e che il Ministero vedrà quando e come possa scddisfarvisi.

**MELLANA.** Domando la parola.

Sono stato un momento in una dolce speranza, perchè vedendo sorgere il signor ministro a rispondere all'onorevole Brunet, io credevo che avrebbe colta questa occasione per comunicare alla Camera che era inutile di rivenire su vieti regolamenti, quando il Ministero teneva in pronto un progetto di legge sullo stato civile, disposto a presentarlo quanto prima alle nostre deliberazioni. (*Harità*)

Se il guardasigilli avesse fatta una tale risposta, nella presochè unanime approvazione della Camera, il ministro avrebbe avuto un adeguato premio.

Ma giacchè il signor ministro non volle nè sollevare sè, nè la questione, e si limitò a dire che doveva ancora studiare per vedere se occorressero riforme a quel regolamento, io dichiaro che desidero che non si faccia nessuna mutazione. Il fare per voto della Camera queste mutazioni sarebbe quasi un dimostrare che la Camera assente a quel regolamento decrepito; sarebbe un dare da noi a quel fossile un battesimo di vita.

Se si potessero fare proposte che, ove fosse fattibile, lo peggiorassero al punto da rendere necessario quest'atto di giustizia parlamentare, tali proposte volentieri le sosterrai, ma per ribattezzarlo migliorandolo. (*Harità generale*)

**PRESIDENTE.** La parola spetta al deputato Brunet.

**BRUNET.** L'onorevole Mellana osserva che la mia proposizione non tendendo a sancire un principio, è una cosa così lieve da non meritare l'attenzione della Camera. Io confesso ingenuamente che nel farla non ho punto creduto di toccare i grandi principii ai quali si riferisce l'ordinamento dello stato civile. Però io credo che allorquando in un Parlamento si discute un bilancio, non si debba solo aver di mira la parte finanziaria e che, votandosi una spesa per un oggetto relativo alle nostre istituzioni, o ad un ramo qualunque di amministrazione, sia sommamente utile che ogni deputato faccia quelle proposte e quelle osservazioni che crede atte a introdurre miglioramenti nell'oggetto in discussione. Del resto io concordo perfettamente coll'onorevole Mellana, che sarebbe opportuna una legge più radicale, ed unisco i miei ai suoi voti, che tale legge sia presto presentata; ma siccome l'onorevole Mellana non potrà ignorare che la proposizione di questa legge e la sua adozione incontrerà difficoltà gravissime, io non credo che appunto per l'esistenza di queste difficoltà si debba rinunciare al beneficio incontestabile che offrono queste mie modificazioni.

Arroge che nell'ordinamento di una legislazione, tanto più nella nostra che è transitoria, è sommamente utile di avvenire dapprima a tutte quelle disposizioni parziali, le quali facilitino l'adozione di miglioramenti radicali.

Infatti a che tendono le modificazioni che io ho proposto? Tendono a trasportare nell'autorità comunale, dove devono esistere, tutti i registri che accertano lo stato civile. Io non ho toccato il regolamento in quella parte che dà ai parroci il deposito di questi registri, e la facoltà di fare l'atto autentico delle nascite, dei matrimoni e delle morti, ma cercai di indicare il mezzo di dare nelle mani dell'autorità municipale que-

gli elementi, i quali goveranno senza dubbio a quella transizione legislativa a cui l'onorevole Mellana accennava.

Queste proposizioni hanno evidentemente due parti, l'una accennata testè, relativa al trasportare nell'ufficio dei comuni tutti i registri che accertano lo stato civile, l'altra tocca una questione di grande importanza, ed è questa: che, mediante l'adozione di queste modificazioni, ciascheduno di noi potrà prendere copia di questi atti in un modo regolare, e così sfuggire a quelle difficoltà e quegli errori che presentemente ad ogni passo s'incontrano quando trattasi di avere questi atti civili da parroci; i quali, tranne poche eccezioni, tengono tali stati in modo irregolare.

In conferma di ciò, io mi appello a tutti coloro che si occuparono della leva, i quali dovettero sempre lamentarsi di inesattezze ed imperfezioni. Mi pare adunque che con queste modificazioni, senza intaccare per nulla il principio che determina a chi spetti l'autorità dello stato civile, noi veniamo ad introdurre un miglioramento assolutamente incontestabile.

**PRESIDENTE.** Il Ministero accetta la proposta riduzione?

**DEFORRESTA,** ministro di grazia e giustizia. L'accetto.

**PRESIDENTE.** Metto dunque ai voti la categoria 17 ridotta a lire 2200.

(La Camera approva.)

(Sono quindi approvate senza discussione le seguenti categorie nella somma proposta dal Ministero e mantenuta dalla Commissione:)

Categoria 18. Spesa per l'associazione alla raccolta delle leggi, compilata dall'avvocato Duboin, lire 3000.

Categoria 19. Impiegati fuori pianta ed impiegati in aspettativa, lire 55,203 52.

Categoria 20. Spese postali, lire 20,000.

Categoria 21. Stampa della raccolta delle leggi e degli atti governativi, lire 80,000.

Categoria 21 bis. Assegnamento ai Valdesi, lire 6462 50.

**COSTA DELLA TORRE.** Domando la parola.

Voci. A domani! a domani!

#### VARIAZIONALBILANCIO DELLA GUERRA PEL 1856.

**CAVOUR,** presidente del Consiglio dei ministri e ministro delle finanze. Ho l'onore di presentare alla Camera alcune addizioni al bilancio della guerra pel 1856. (Vedi vol. Documenti, pag. 293 e 542.)

**PRESIDENTE.** La Camera dà atto al ministro delle finanze della presentazione di questo progetto di legge che sarà stampato.

La seduta è levata alle ore 5 1/4.

*Ordine del giorno per la tornata di lunedì:*

Discussione dei bilanci passivi dei dicasteri di grazia e giustizia e della marina.